

**“Afro-Pessimisme” contre “Exubérance
Irrationnelle”:**

**Leçons d’une perspective empirique sur la
gouvernance dans les pays africains**

**Daniel Kaufmann,
Institut de la Banque mondiale
www.worldbank.org/wbi/governance
www.govindicators.org**

***Document de référence pour la présentation à l’atelier
Gouvernance et Anti-corruption:***

De l’Evaluation à la Pratique

Washington D.C., 23 avril 2008

***Avec la collaboration et l’apport de Aart Kraay et Massimo Mastruzzi et des
membres du personnel de la Banque mondiale en Afrique.***

L'évidence défie les mythes...

S'éloigner des mythes et des illusions:

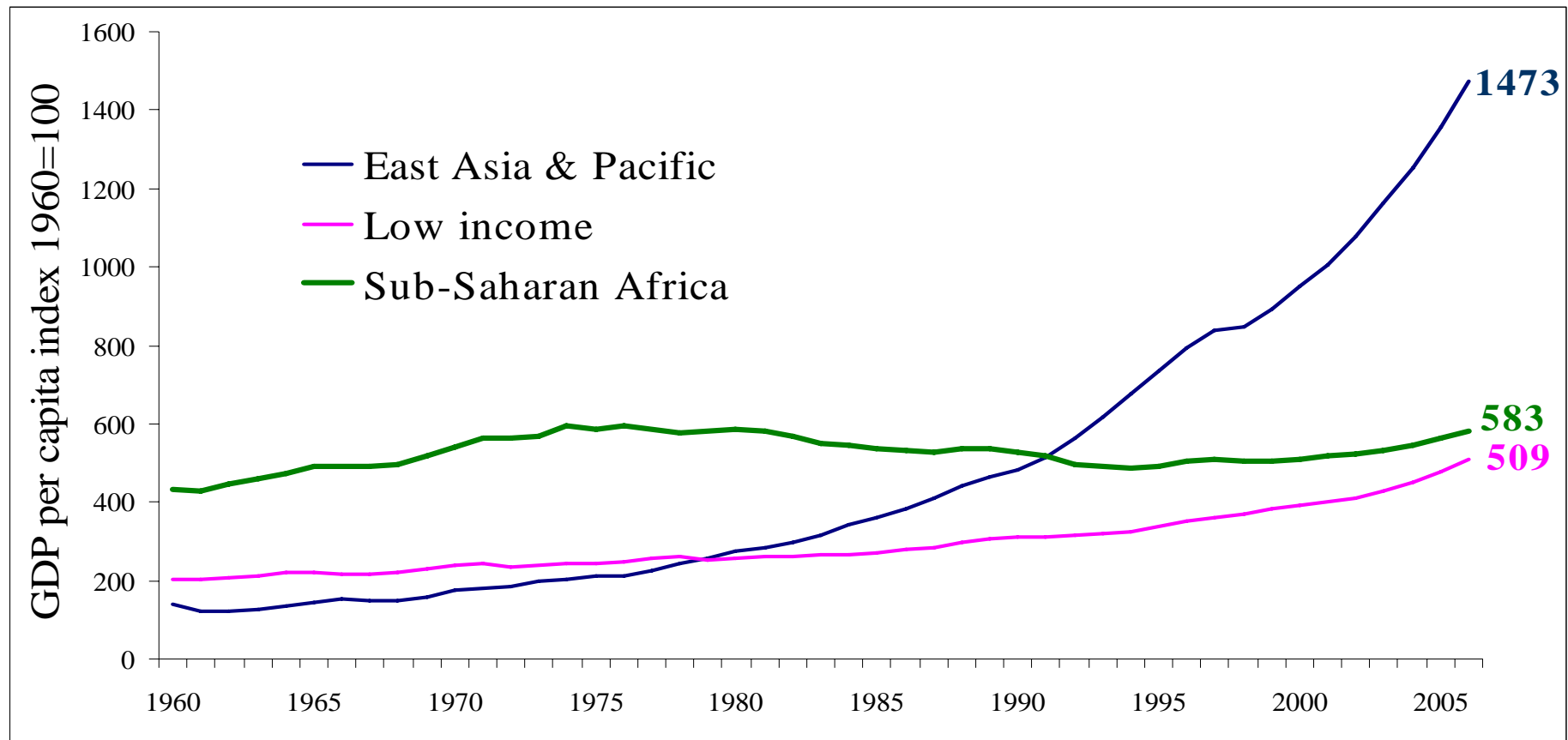
- La non-mesurabilité de la gouvernance & vouloir seulement compter sur des données objectives ou « officielles »
- Afro-pessimisme – après s'être focalisé trop longtemps sur les pays peu performants, sur les échecs ou sur des moyennes à long terme “Exubérance irrationnelle” – en focalisant sur le court terme récent, en déclarant la victoire avant l'heure (“économie de l'ascenseur”) (*‘elevator economics’*)
- Généralisations sur tout le continent africain – beaucoup trop *d'utilisation des ‘moyennes’* et de stéréotypes
- Des notions dépassées sur les moteurs de l'investissement, de la croissance et du développement

Vers une nouvelle réalité:

- La gouvernance est mesurée
- « La gouvernance compte/est importante » pour le développement
- Comprendre la riche complexité, la variété et les contrastes à travers le continent, d'un pays à l'autre
- Apprendre des pays performants : certaines dirigeants, pays et institutions montrent ‘ce qui est possible’
- Rôle de la demande et de la Communauté internationale et du Secteur privé

La 'vision à long terme?' - Mesurée mais l'espoir est présent...

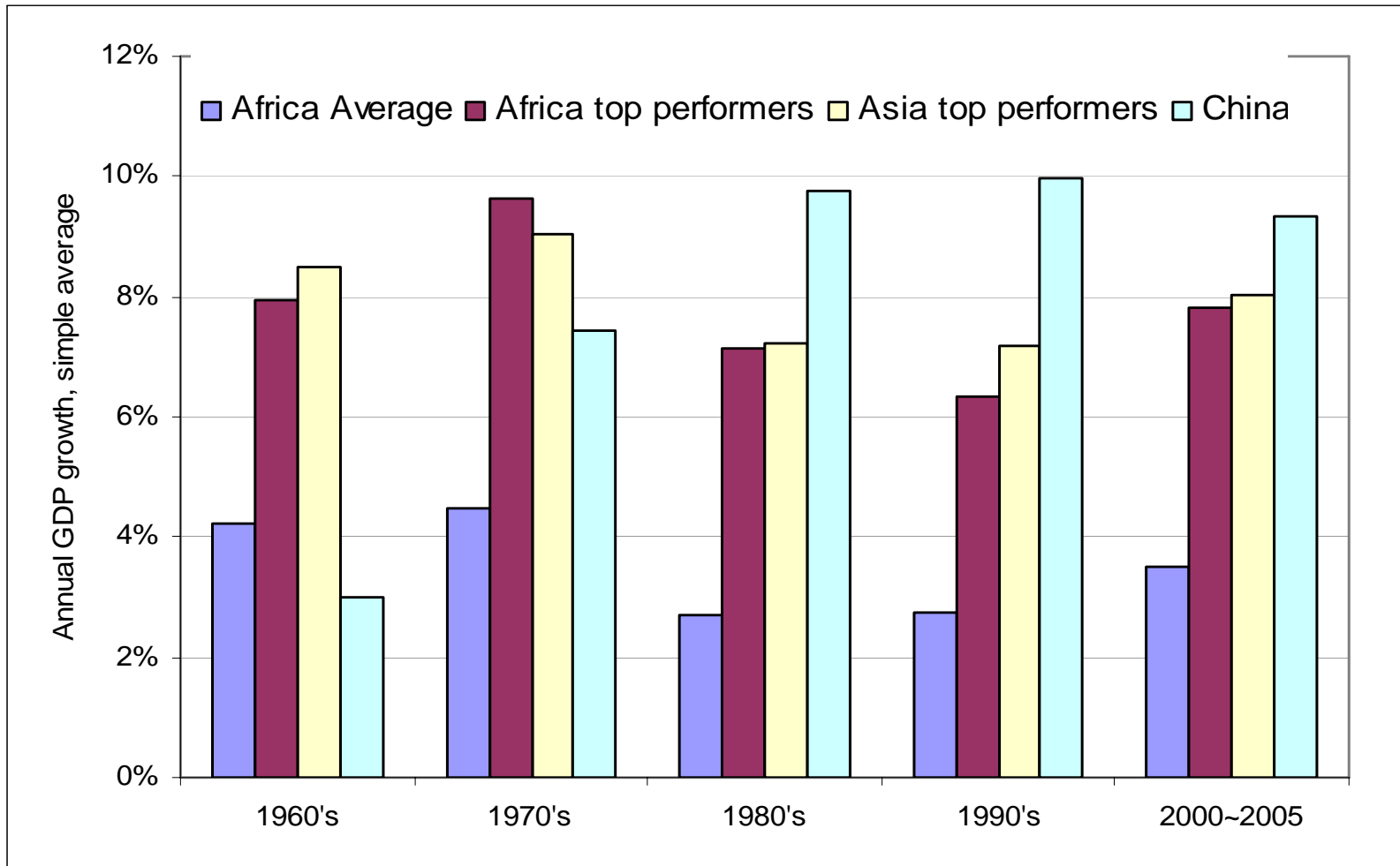
Alors que l'Afrique a stagné, l'Asie de l'Est a fait un bond
PIB par habitant: Afrique et Asie de l'Est, 1960-2006



-- Le graphique représente le revenu par habitant en 2000 en termes constants. En 1960, le revenu par habitant réel pour la région Asie de l'Est était de \$141, alors que la moyenne pour l'Afrique sub-saharienne était de \$432; en 1974, il était de \$202 et de \$595 respectivement, en 1994 il était de \$677 et \$486, et en 2006, il était de \$1473 pour l'Asie de l'Est et de \$583 pour l'Afrique.

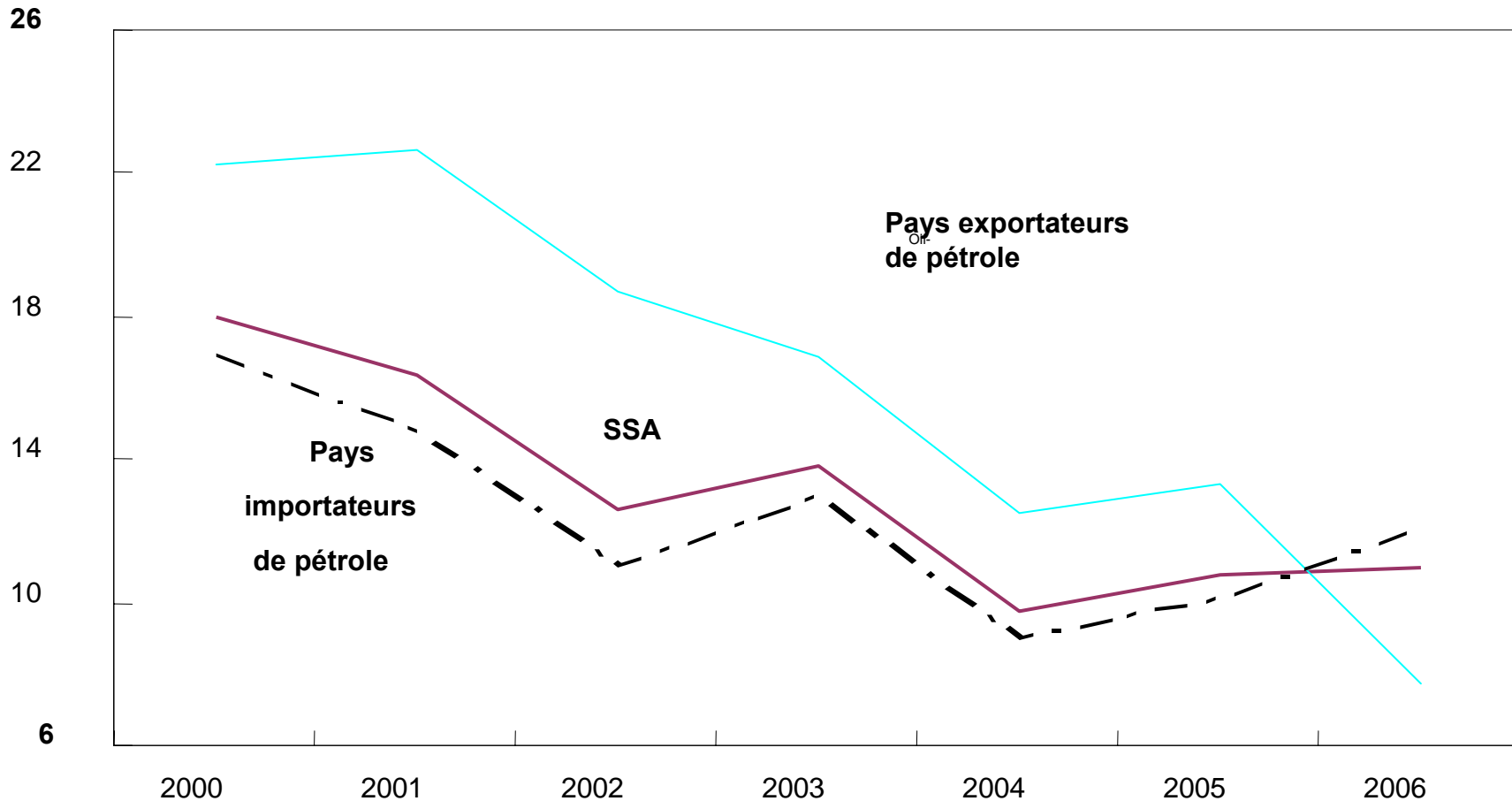
-- Source: WDI, les économies à faible revenu sont celles dont le RNB par habitant en 2006 était inférieur ou égal à \$905 (53 pays dont 33 en Afrique sub-saharienne)

LES CINQ ECONOMIES AFRICAINES ENREGISTRANT LA MEILLEURE CROISSANCE S'APPROCHENT DE L'ASIE ...



La gestion macroéconomique s'est améliorée (ainsi que la politique commerciale par exemple)

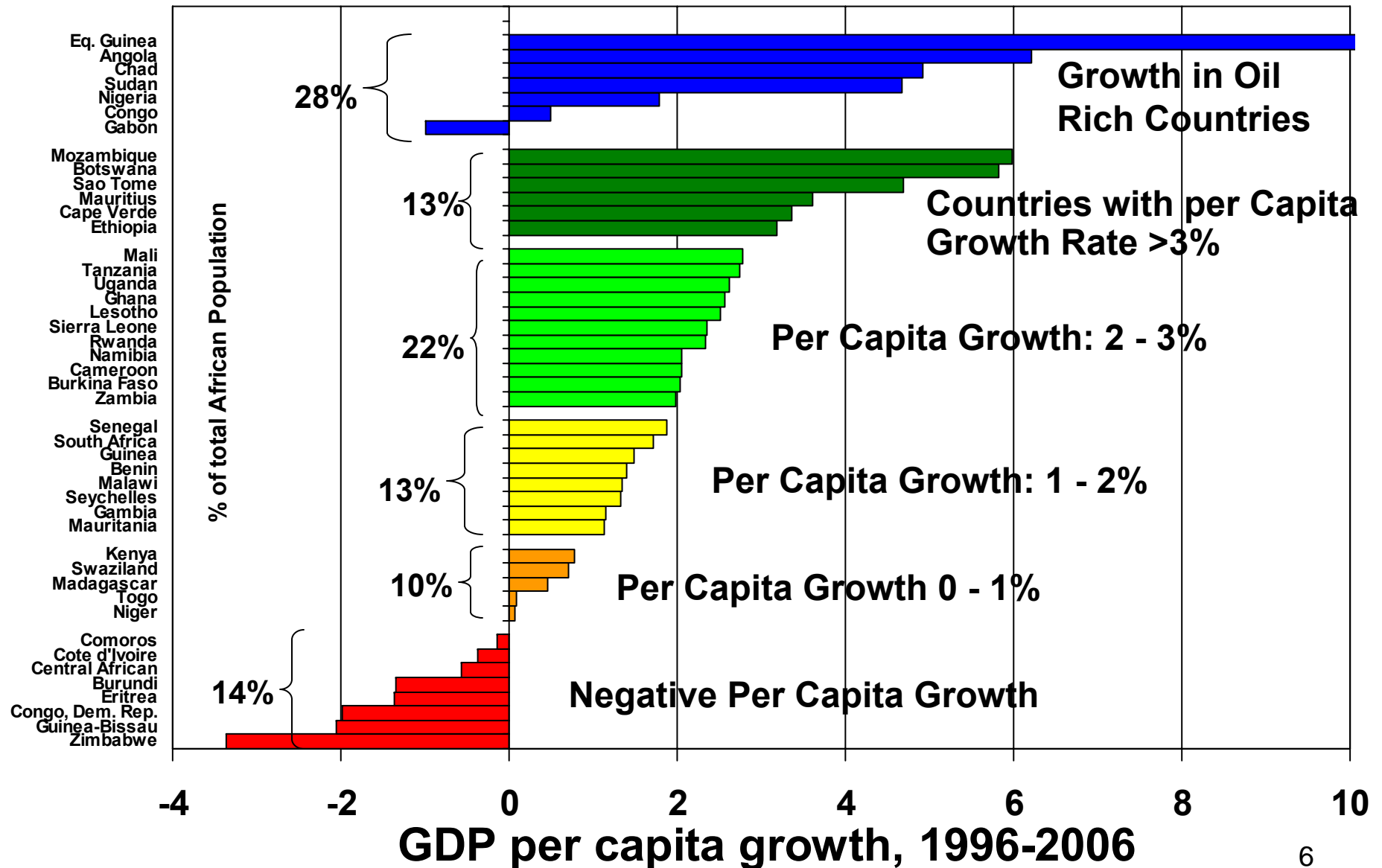
Inflation, 2000-06 (en %)



Source: IMF, SSA Regional Economic Outlook.

**...Aujourd'hui, quelle est la situation de la
gouvernance ...?**

La performance économique s'est récemment améliorée en Afrique et se diversifie



Source: Africa's Silk Road (2007). Authors calculations based on 2007 ADI Report.

Gouvernance en Afrique: un travail en cours

- **La Gouvernance définie et mesurée**
- **Les indicateurs gouvernance mondiaux (WGI), les marges d'erreur et la caution**
- **La performance en gouvernance de l'Afrique: de la diversité dans les niveaux et les tendances – beaucoup de variance (variance galore)**
- **Compléter les WGI avec d'autres sources de données**
- **Des implications préliminaires**

La gouvernance? Les traditions et les institutions à travers lesquelles l'autorité est exercée dans un pays.

Cela comprend:

- le processus par lequel les gouvernements sont choisis, contrôlés et remplacés:
 - 1. Voix citoyenne et responsabilité***
 - 2. Stabilité politique et absence de violence***
- la capacité du gouvernement à formuler et à mettre en place des politiques saines de façon efficace:
 - 3. Efficacité des pouvoirs publics***
 - 4. Qualité de la réglementation***
- le respect des citoyens et de l'état pour les institutions qui gouvernent les interactions économiques et sociales entre eux:
 - 5. Etat de droit***
 - 6. Maîtrise de la corruption***

Les indicateurs de gouvernance dans le monde

- **Six indicateurs agrégés couvrant 212 pays sur 1996-2006**
- **Basés sur des centaines de sous-indicateurs qui proviennent de 33 sources de données**
- **Les indicateurs agrégés et individuels sont disponibles de manière interactive sur www.govindicators.org, la base de données de gouvernance la plus large au monde**
- **Transparence complète sur le degré d'imprécision: prendre les marges d'erreurs au sérieux**

Pourquoi mesurer la gouvernance?

- **La gouvernance est importante pour:**
 - L'aboutissement des activités de développement
 - L'efficacité de l'aide internationale
 - **Les WGI ne sont pas un « carnet de notes » ou « une course de compétition »:**
 - Le point d'entrée d'une analyse empirique sérieuse
 - **Les données sur la gouvernance donne des moyens d'agir aux réformateurs et acteurs du changement (les dotent d'information)**
 - Permet une prise de décisions basée sur l'évidence
- « Si tu ne peux pas le mesurer, tu ne peux pas l'améliorer »*

Lord Kelvin

Les WGI reflètent quels points de vue?

- **Les WGI saisissent les points de vue de dizaines de milliers d'acteurs du développement dans le monde**
 - **Les répondants d'enquêtes dans les ménages et entreprises partagent leurs expériences avec leurs gouvernements qui se sont soldées en échecs et celles ayant réussi**
 - **Des experts de la société civile, des secteurs publics et privés partagent leur perspectives internationales sur des succès et échecs de la gouvernance**
- **Les WGI *ne* reflètent *pas* le point de vue de la Banque mondiale**
 - **Presque toutes les sources de données viennent de l'extérieur de la BM**
 - **L'allocation des ressources IDA de la BM est basée sur le CPIA**

Sources de données sur la gouvernance

- *Enquêtes a travers les pays d'entreprises:* Global Competitiveness Survey, World Competitiveness Yearbook, BEEPS
- *Enquêtes a travers les pays d'individus:* Gallup World Poll, Global Corruption Barometer, Latinobarometro, Afrobarometer
- *Evaluations d'experts des agences d'estimation du risque* : Global Insight, Political Risk Services, BERI, Economist Intelligence Unit, Merchant International Group, IJET Travel Consultancy, Asia Risk Consultancy
- *Evaluations d'experts d'ONG, Think Tanks:* Reporters Without Borders, Heritage Foundation, Freedom House, Bertelsmann Foundation, Amnesty International, IREX, Global Integrity, Binghamton University, International Budget Project
- *Evaluations d'experts des gouvernements, agences multilatérales:* World Bank CPIA, EBRD, AFDB, ADB, State Department, OECD, IFAD

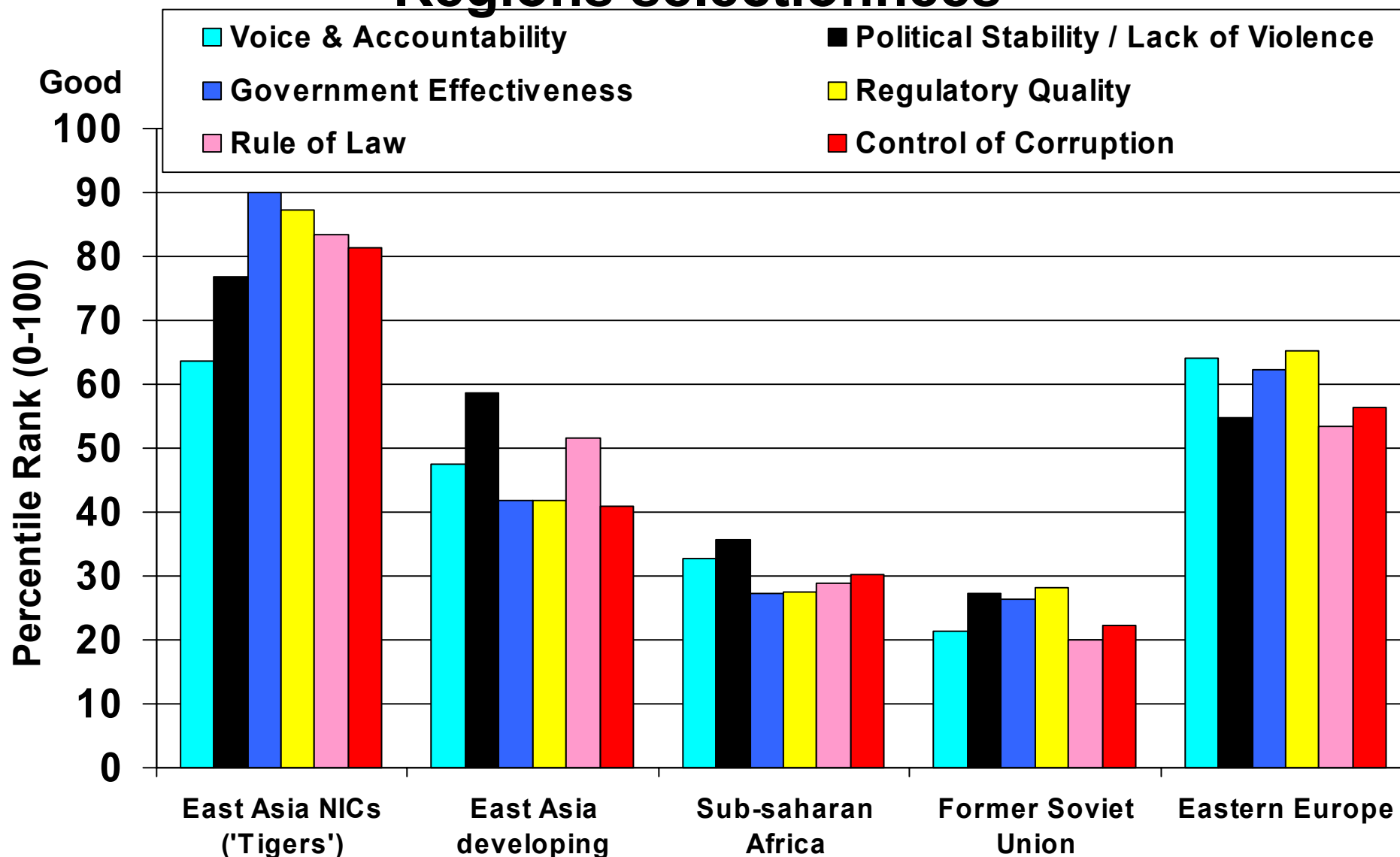
Pourquoi des indicateurs agrégés?

- **Prémisse:** *Les sources de données individuelles donnent un signal « bruyant » d'un concept vaste de la gouvernance. Par ex.:*
 - Confiance dans les forces de l'ordre → ETAT DE DROIT
 - Liberté de la presse → VOIX & RESPONSABILITE
 - Qualité bureaucratique → EFFICACITE DU GOUVERNEMENT
- **Les bénéfices de l'agrégation**
 - Les indicateurs agrégés sont plus informatifs sur de vastes concepts de la gouvernance – intuition simple des moyennes
 - Moins a même de générer des observations aberrantes
 - Génèrent des marges d'erreur explicites

Trois principes dans l'utilisation des indicateurs sur la gouvernance

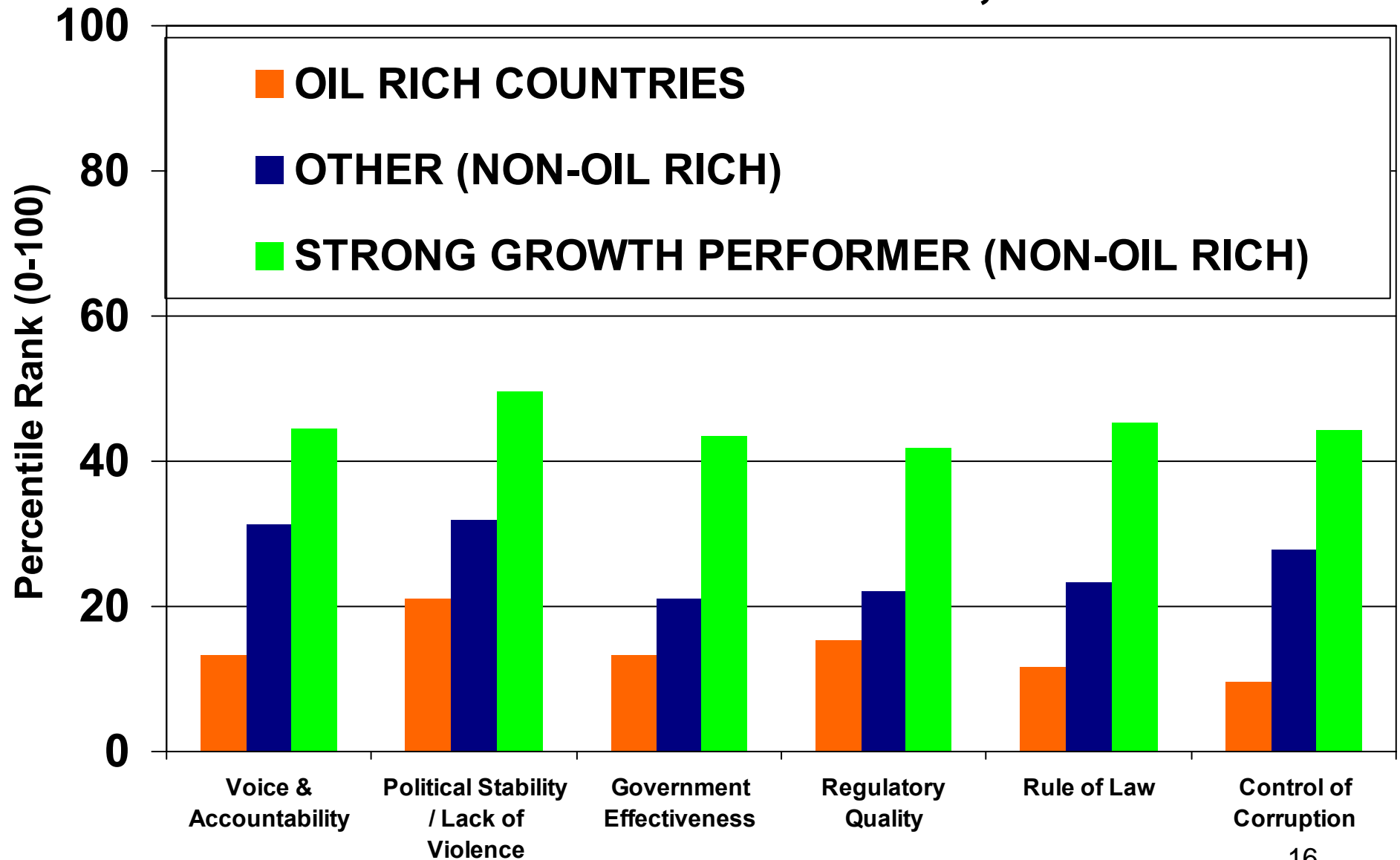
1. *Tous les indicateurs contiennent une erreur de mesure*
 - Compter sur une variété de sources de données
 - Réduire « le bruit » à travers l'agrégation
2. *Il n'a ya pas de remède miracle/panacée*
 - Subjectif/perceptions vs objectif/statutaire
 - Indicateurs agrégés vs individuels
 - Suivi régulier a travers les pays/recherches vs diagnostiques par pays détaillés/conseils sur des politiques par pays
 - Compléments vs substituts
3. *Les liens qui vont des actions aux résultats sont complexes*
 - Indicateurs « sur lesquels on peut agir » et indicateurs « qui valent la peine d'agir »

Indicateurs de Gouvernance 2006, Régions sélectionnées



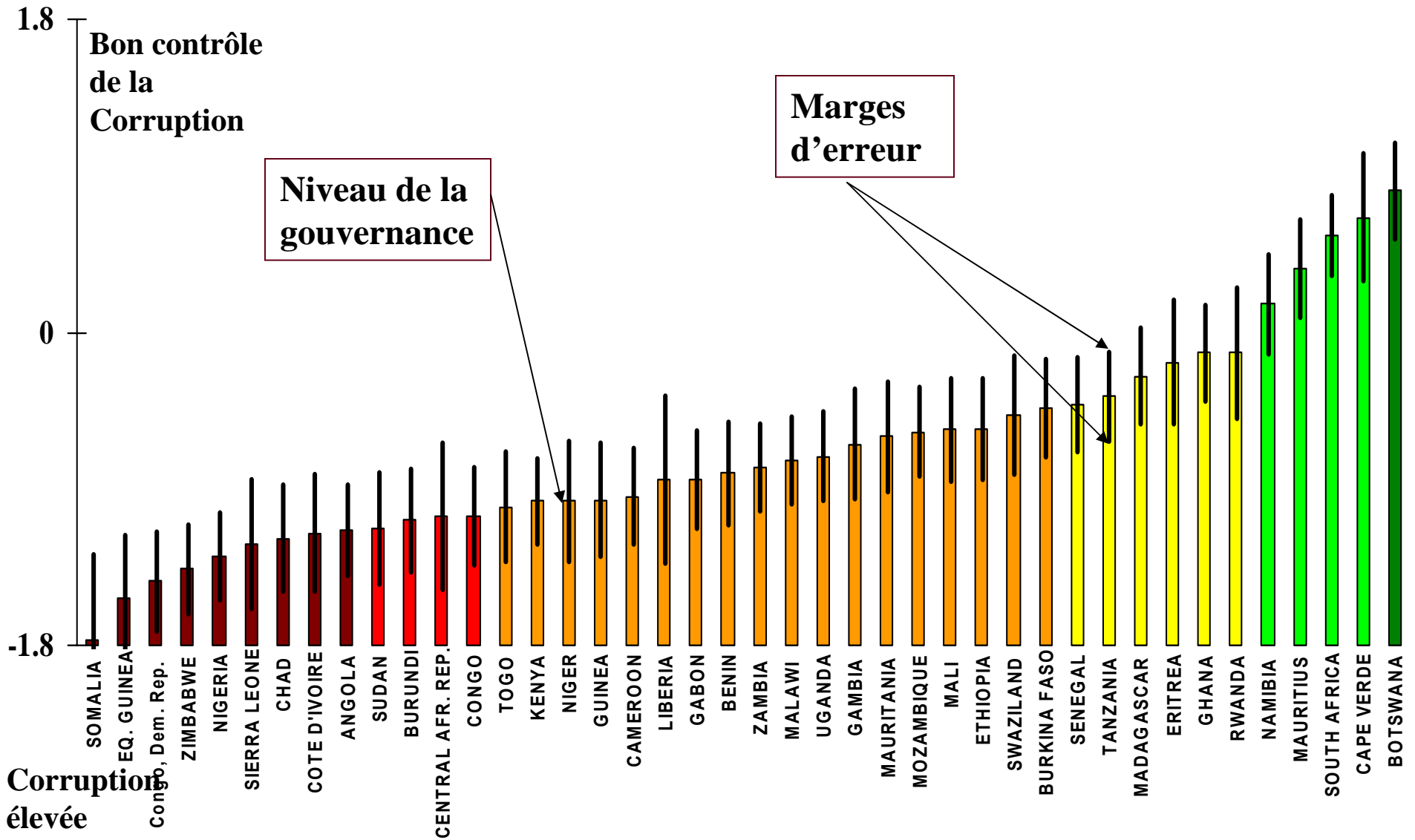
Source des données : "Les problèmes de gouvernance, VI : Indicateurs de gouvernance dans le monde pour la période 1996-2006", par D. 15 Kaufmann, A. Kraay et M. Mastruzzi, Juin 2007 - www.govindicators.org. Selon les rapports et le site internet, important de prendre en considération pour les marges d'erreur; *no undue precision is implied*.

Afrique Sub-Saharienne – Pays riches vs pays non riches en ressources, 2006



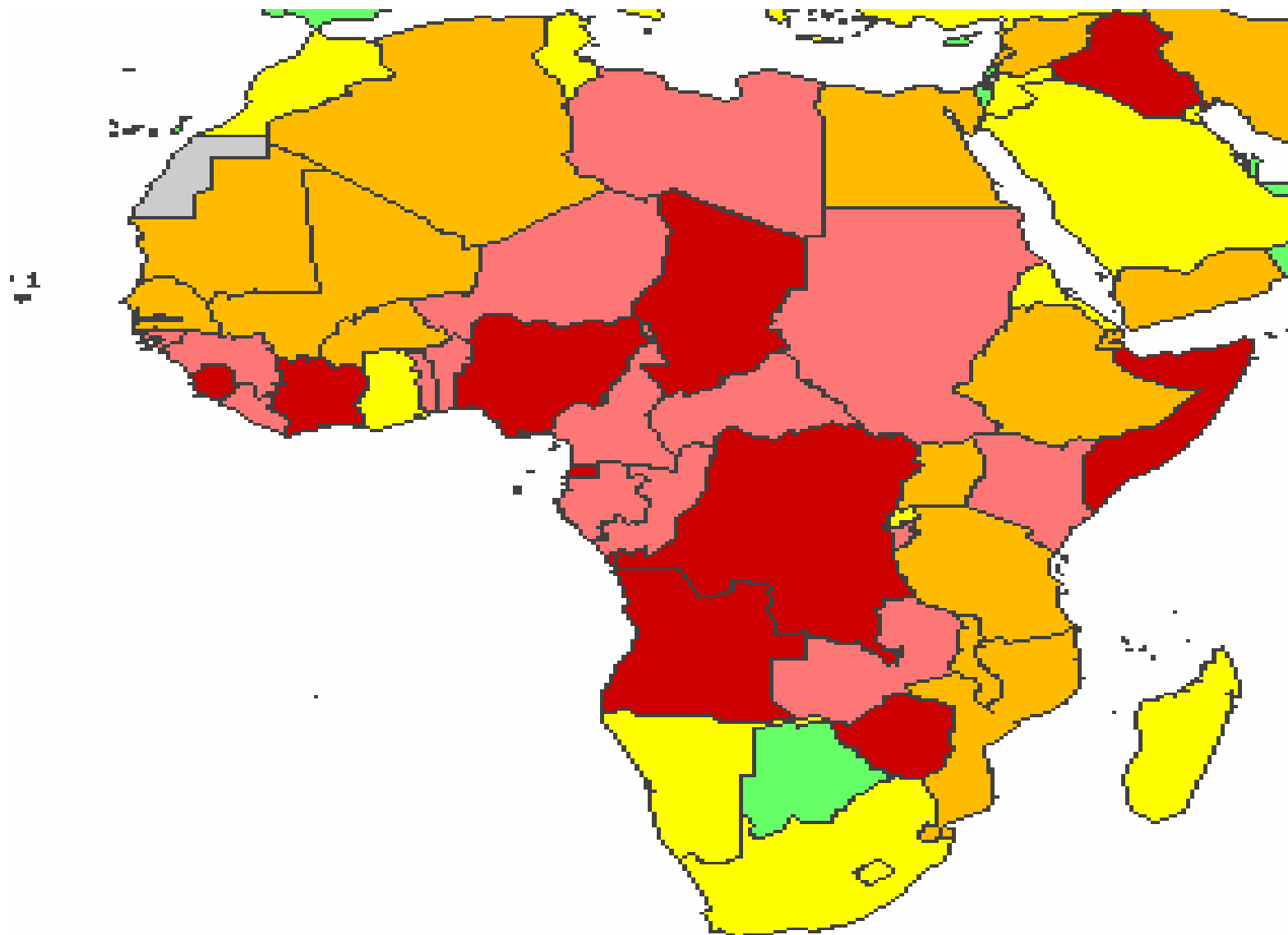
Source des données: 'Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006', by D. Kaufmann, A. Kraay and M. Mastruzzi, June 2007 - www.govindicators.org. Les pays riches en pétrole ont compris le Gabon, Congo, Nigeria, Chad, Sudan, l'Angola et la Guinée Equatoriale

Contrôle de la corruption, Pays africains, 2006



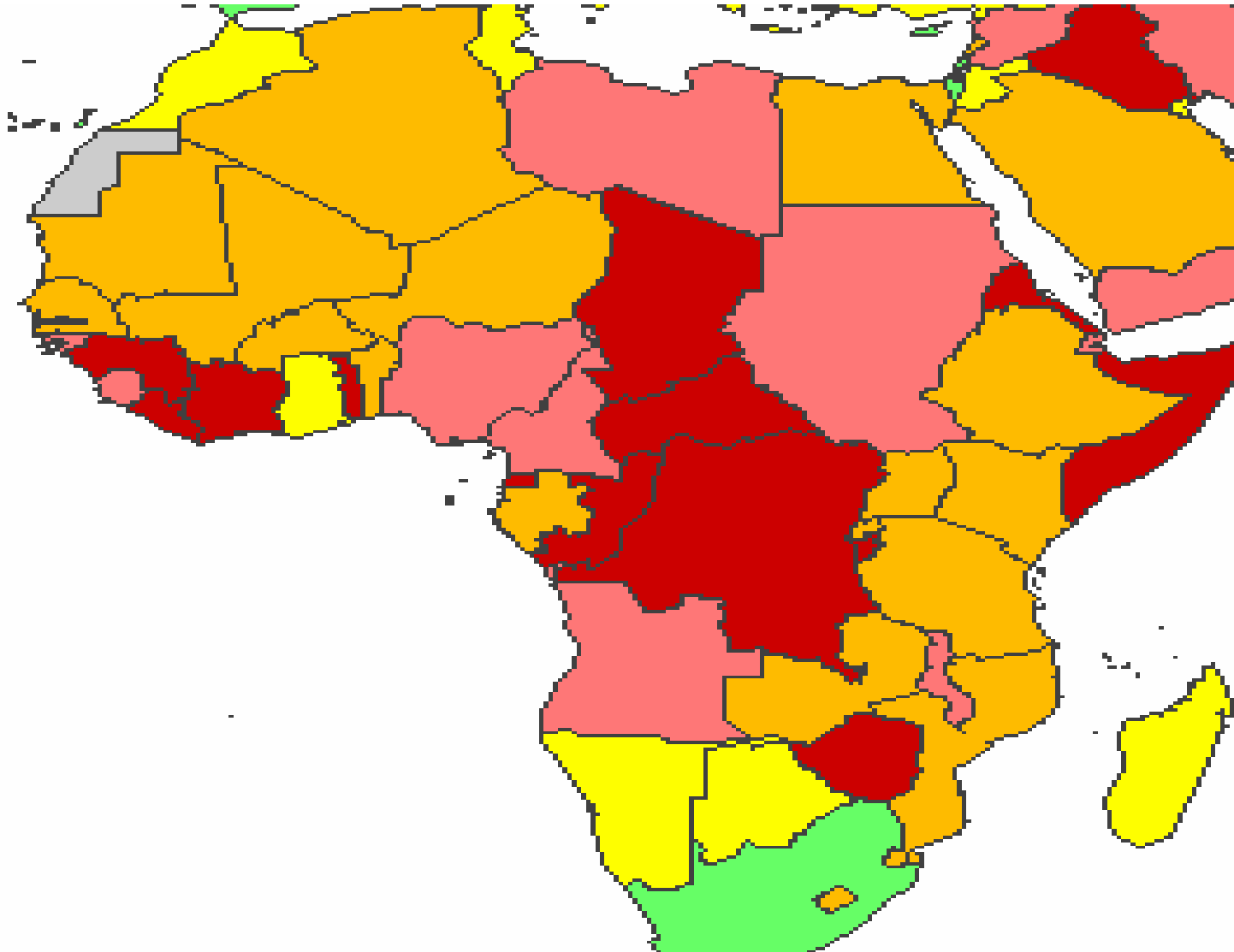
Source for data: 'Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006', by Kaufmann, Kraay & Mastruzzi, June 2007, www.govindicators.org. Colors are assigned according to the following criteria: Dark Red: country is in the bottom 10th percentile rank ('governance crisis'); Light Red: between 10th and 25th percentile rank; Orange: between 25th and 50th percentile rank; Yellow, between 50th and 75th; Light Green between 75th and 90th percentile rank; and Dark Green: between 90th and 100th percentile (exemplary governance). Estimates subject to margins of error.

Maîtrise de la corruption, 2006: carte de l'Afrique



Source for data: : 'Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006', D. Kaufmann, A. Kraay and M. Mastruzzi, July 2007 (<http://www.worldbank.org/wbi/governance/govdata/>); Colors are assigned according to the following criteria: Dark Red, bottom 10th percentile rank; Light Red between 10th and 25th ; Orange, between 25th and 50th ; Yellow, between 50th and 75th ; Light Green between 75th and 90th ; Dark Green above 90th.

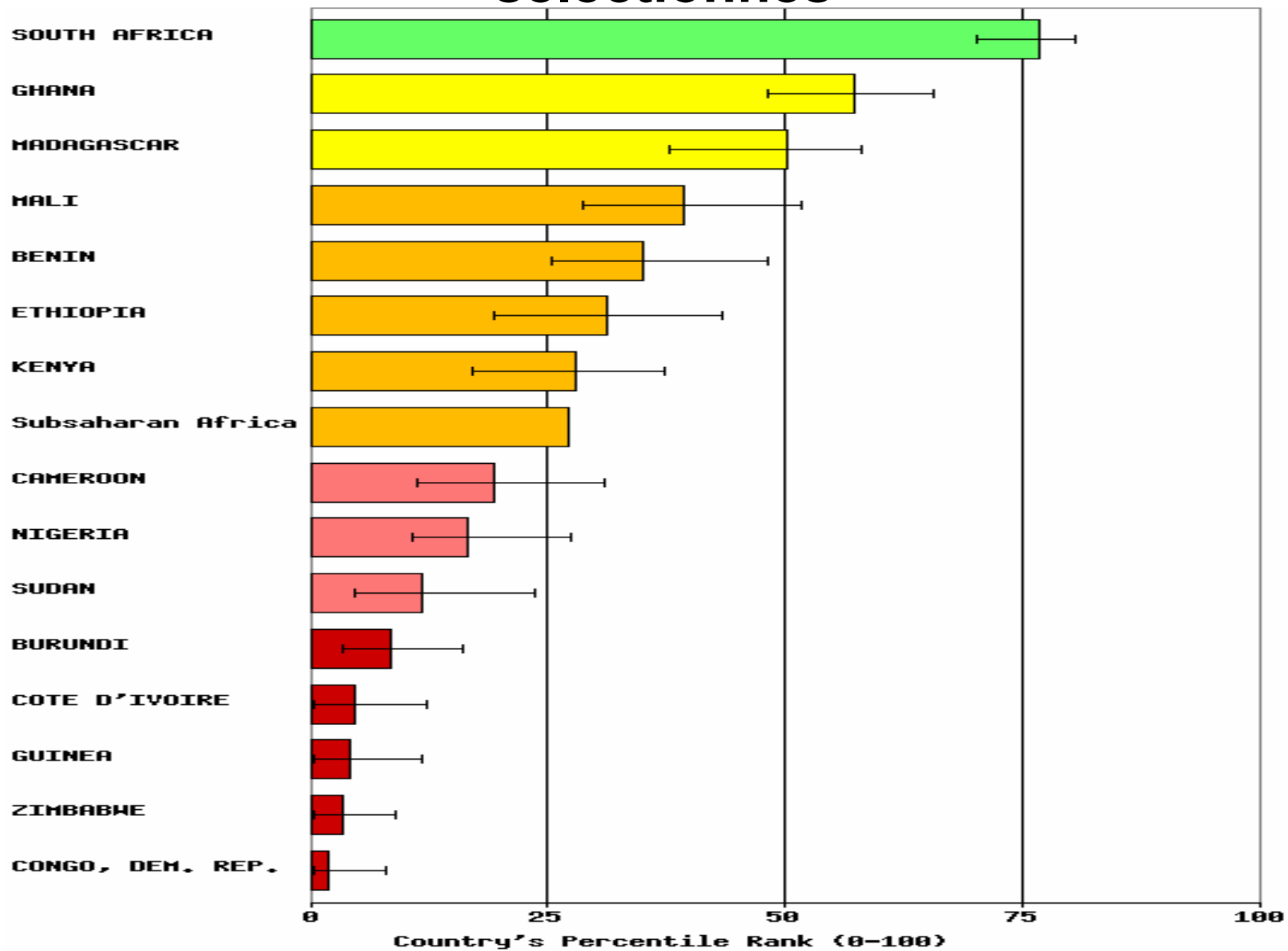
Effacité des pouvoirs publics, 2006 : Carte de l'Afrique



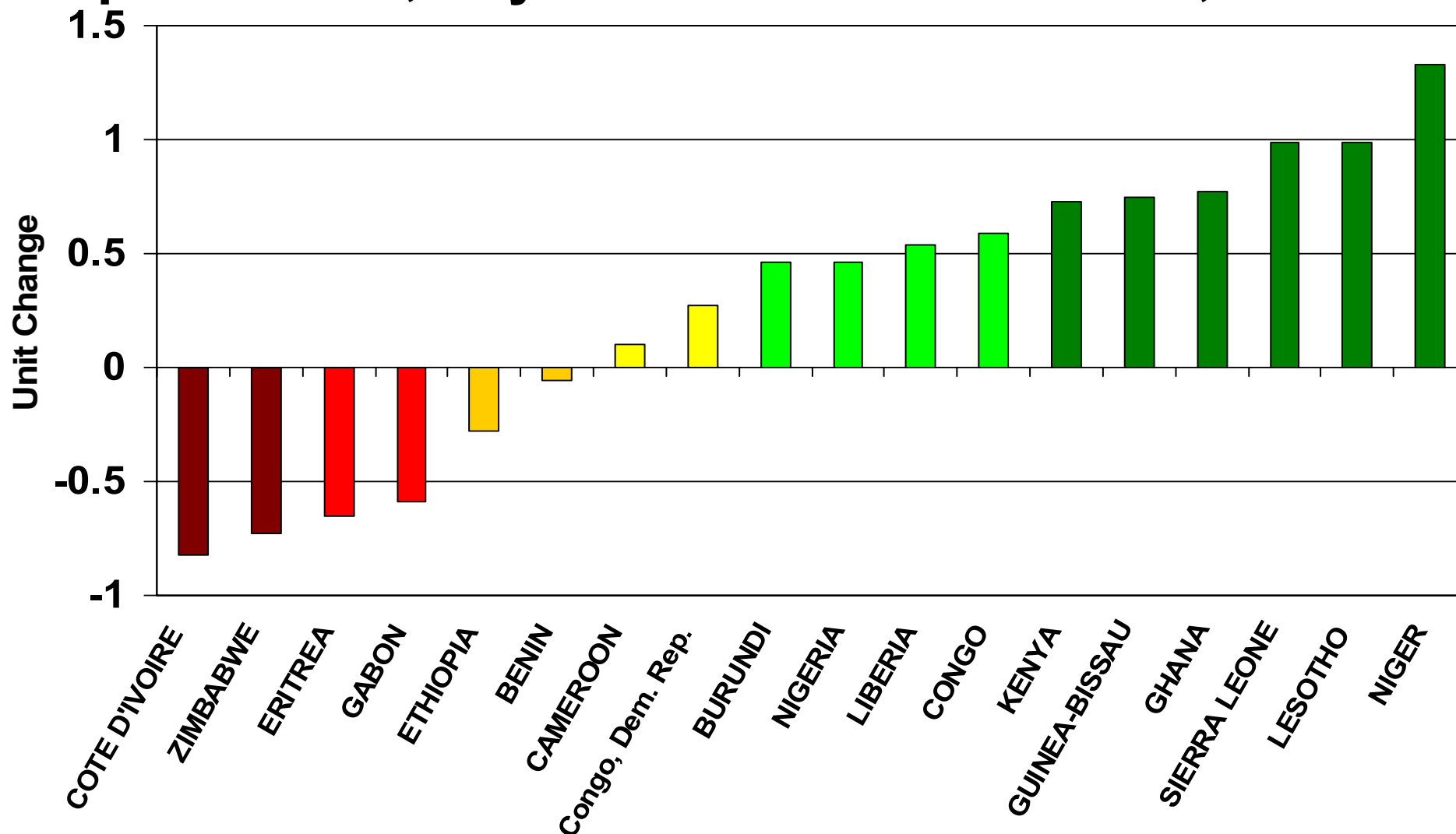
Source for data: : 'Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006', D. Kaufmann, A. Kraay and M. Mastruzzi, July 2007

(<http://www.worldbank.org/wbi/governance/govdata/>); Colors are assigned according to the following criteria: Dark Red, bottom 10th percentile rank; Light Red between 10th and 25th; Orange, between 25th and 50th; Yellow, between 50th and 75th; Light Green between 75th and 90th; Dark Green above 90th.

Effacité des pouvoirs publics, 2006: pays sélectionnés



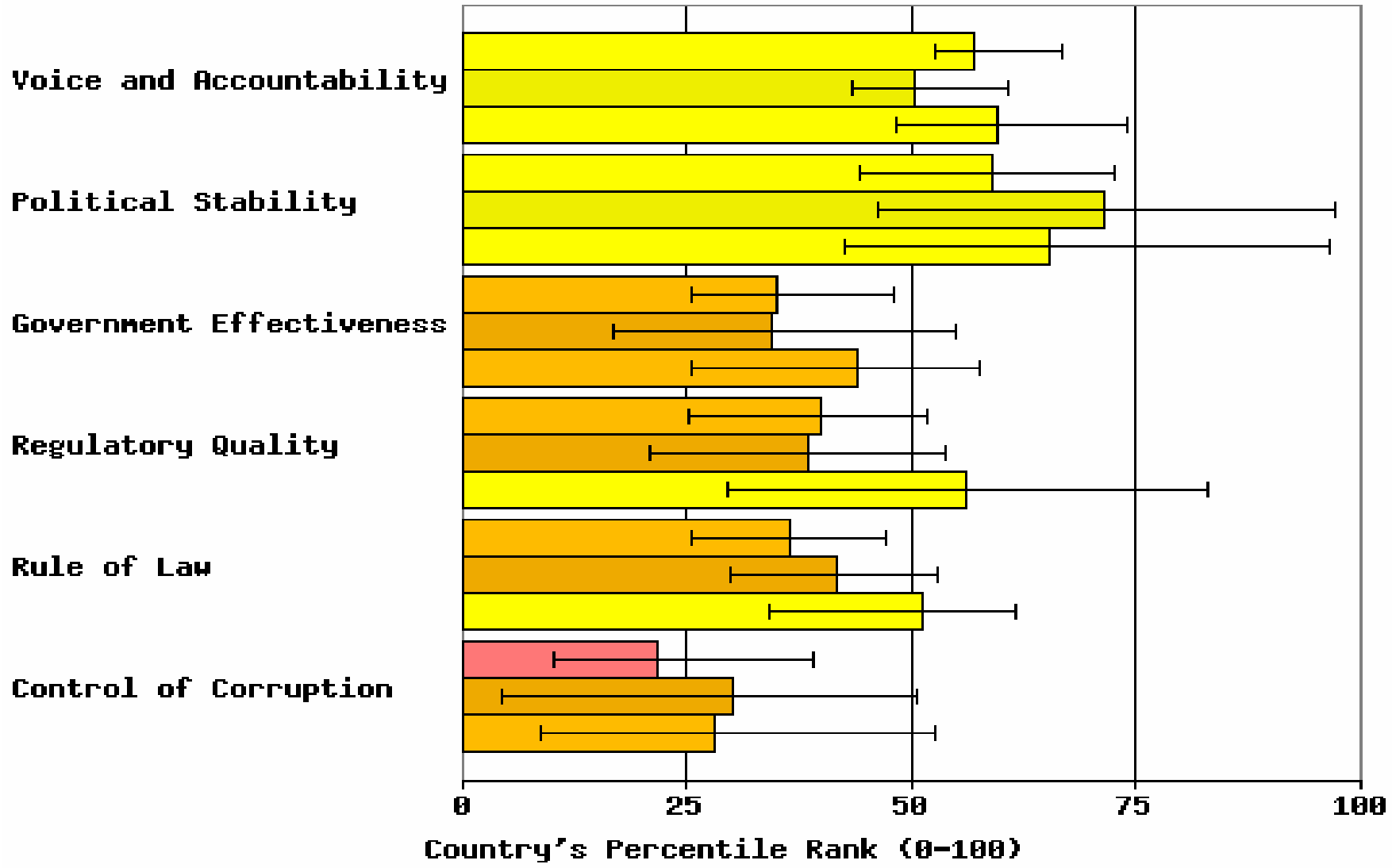
Changements dans le temps dans les WGI de voix & responsabilité, Pays africains sélectionnés, 1998-06



Source des données: 'Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006', par D. Kaufmann, A.Kraay and M. Mastruzzi, June 2007 - www.govindicators.org. Le vert foncé et clair reflètent des améliorations significatives à un niveau de confiance de 90 et 75%, de manière respectives, ainsi que le rouge clair et foncé pour les détériorations. Par contraste, les changements en jaune (seuls quelques pays sont montrés) ne sont pas statistiquement significatifs (une fois que les marges d'erreur sont prises en compte).

Indicateurs de gouvernance pour le Bénin, 1998-2006

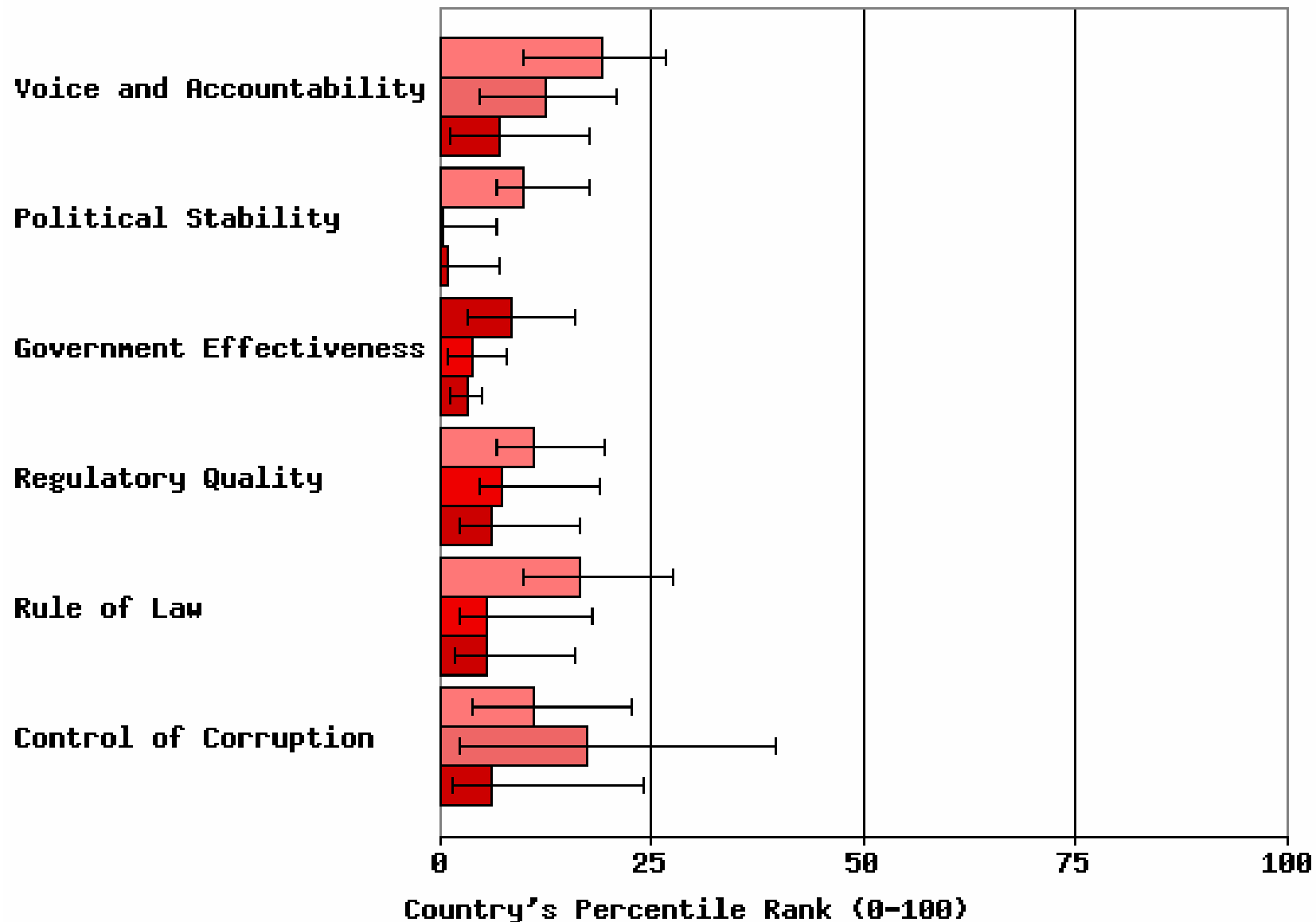
Comparison between 2006, 2002, 1998 (top-bottom order)



Source for data: : 'Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006', D. Kaufmann, A. Kraay and M. Mastruzzi, July 2007
<http://www.worldbank.org/wbi/governance/govdata/>; Colors are assigned according to the following criteria: Dark Red, bottom 10th percentile rank; Light Red between 10th and 25th; Orange, between 25th and 50th; Yellow, between 50th and 75th; Light Green between 75th and 90th; Dark Green above 90th.

Indicateurs de gouvernance pour le Burundi, 1998-2006

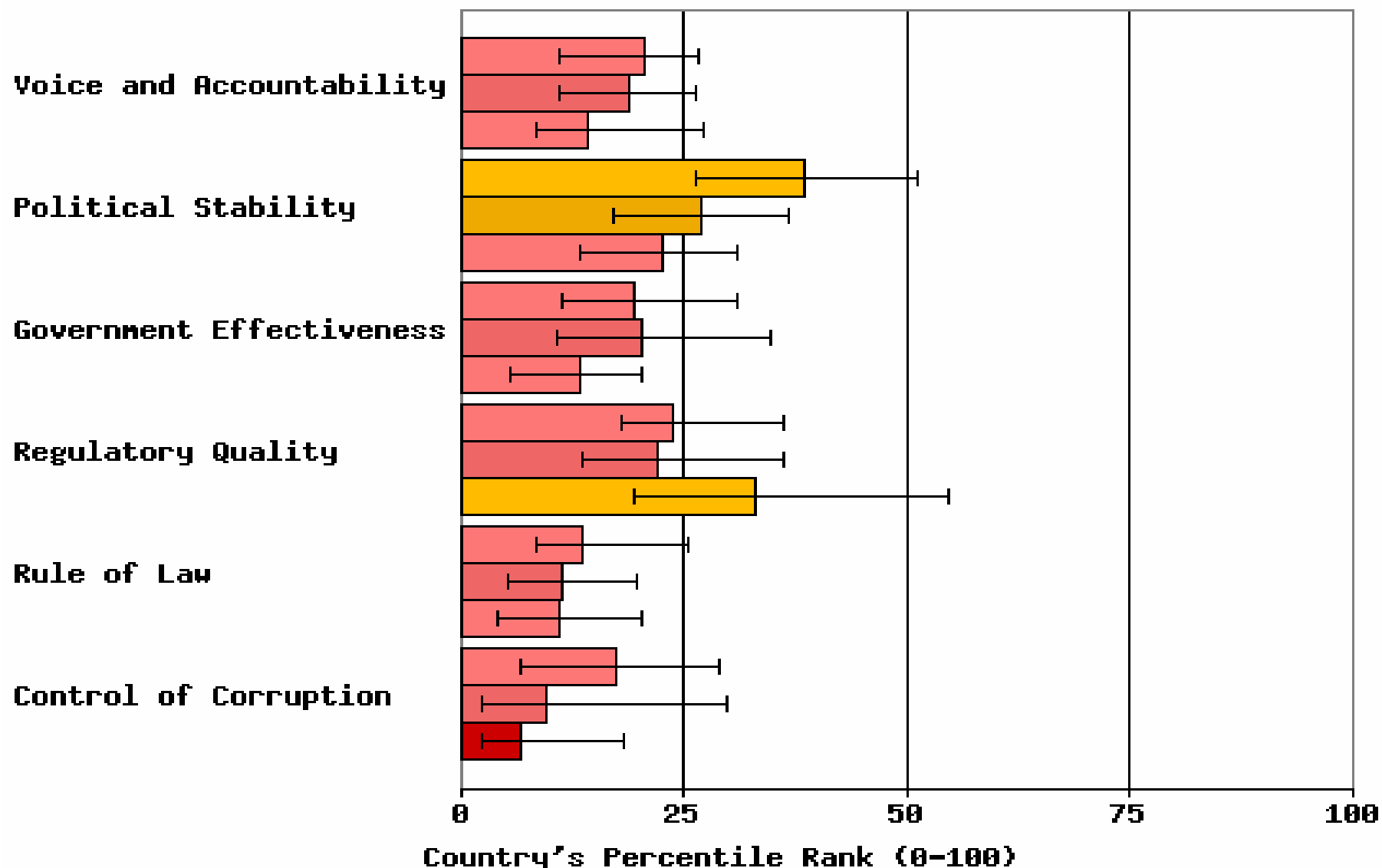
Comparison between 2006, 2002, 1998 (top-bottom order)



Source: Kaufmann D., A. Kraay, and M. Mastruzzi 2007: Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006

Indicateurs de gouvernance pour le Cameroun, 1998-2006

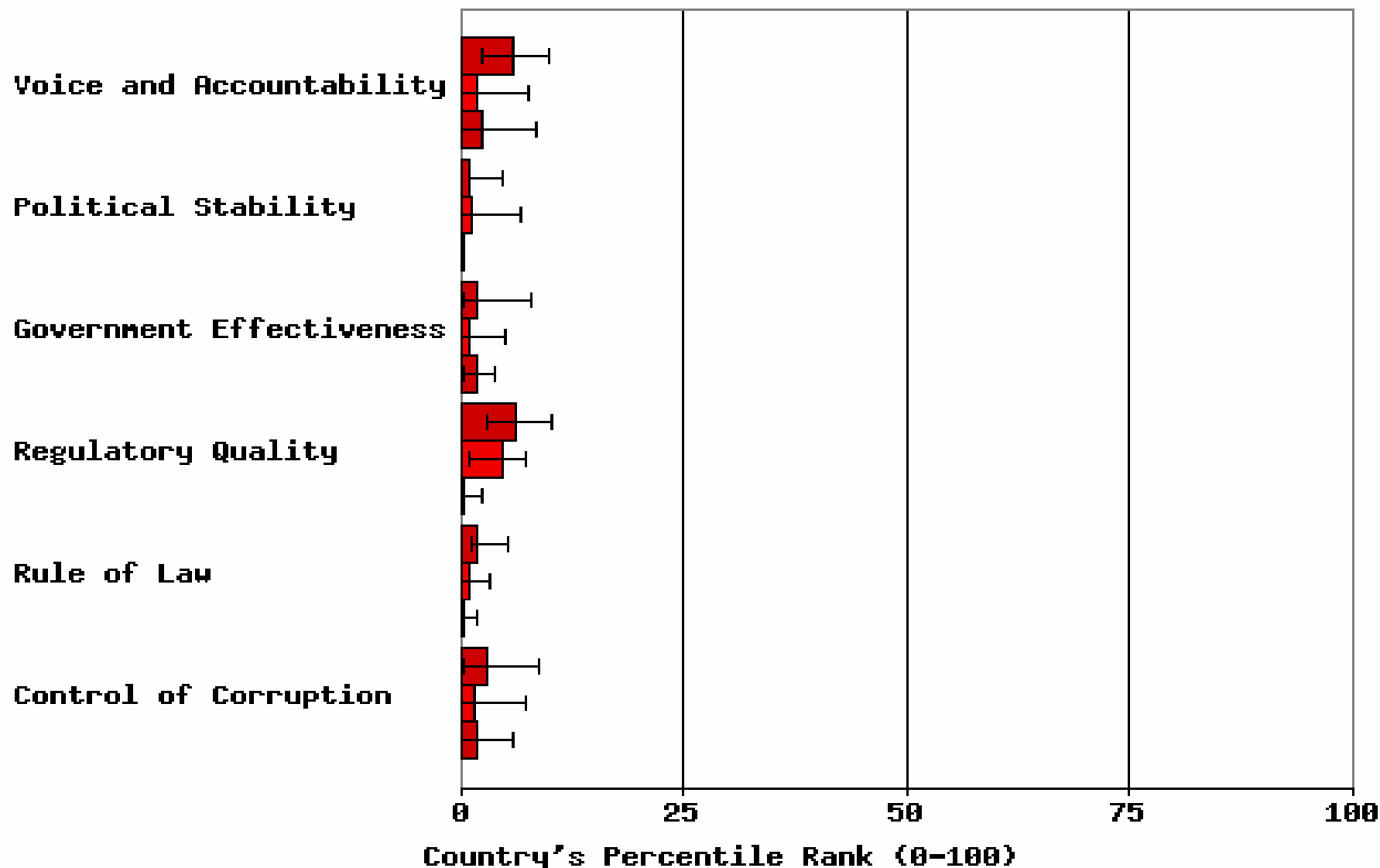
Comparison between 2006, 2002, 1998 (top-bottom order)



Source: Kaufmann D., A. Kraay, and M. Mastruzzi 2007: Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006

Indicateurs de gouvernance pour la RDC, 1998-2006

Comparison between 2006, 2002, 1998 (top-bottom order)

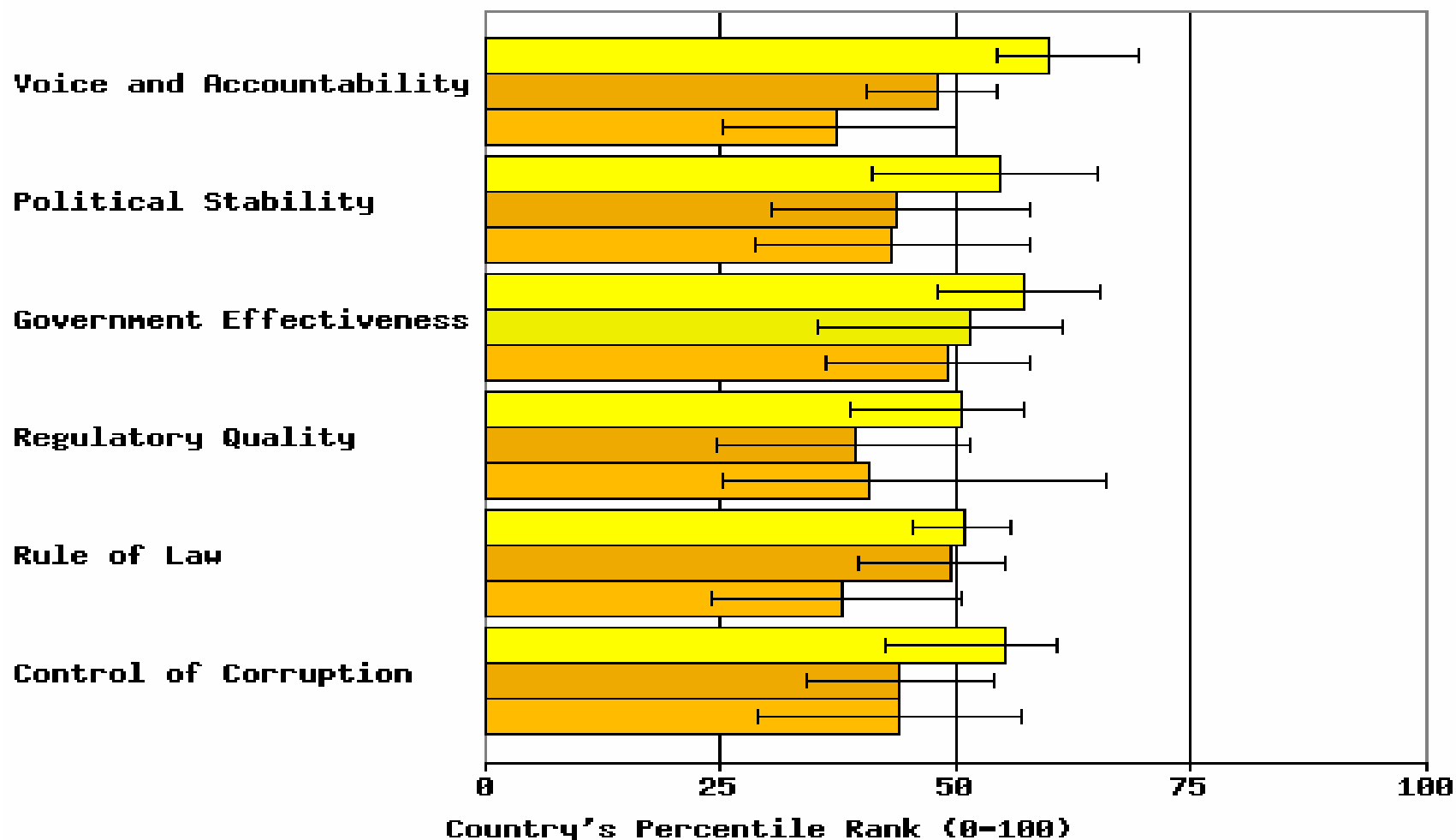


Source: Kaufmann D., A. Kraay, and M. Mastruzzi 2007: Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006

Indicateurs de gouvernance pour le Ghana, 1998-2006

GHANA

Comparison between 2006, 2002, 1998 (top-bottom order)



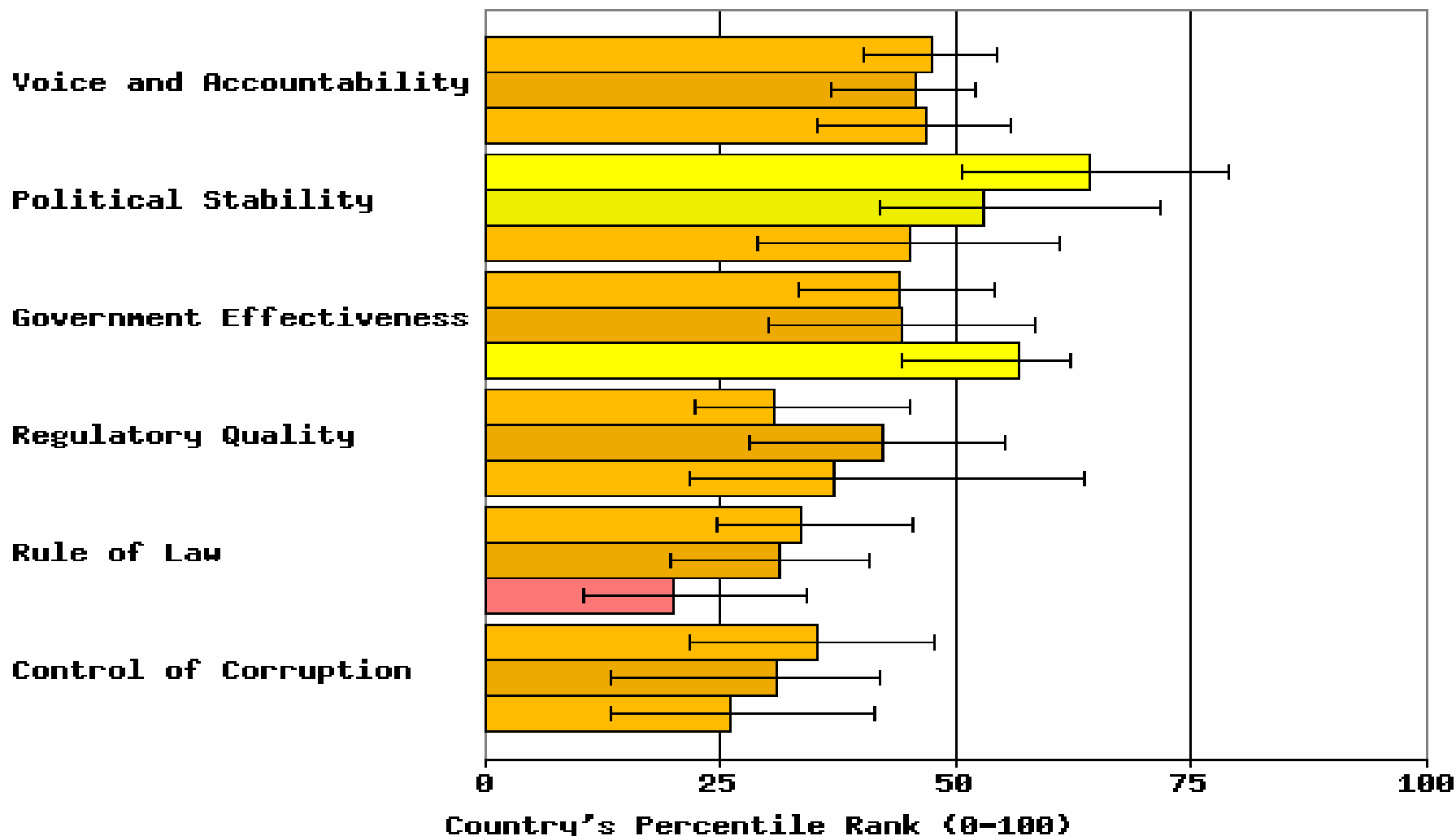
Source: Kaufmann D., A. Kraay, and M. Mastruzzi 2007: Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006

Source for data: : 'Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006', D. Kaufmann, A. Kraay and M. Mastruzzi, July 2007

(<http://www.worldbank.org/wbi/governance/govdata/>); Colors are assigned according to the following criteria: Dark Red, bottom 10th percentile rank; Light Red between 10th and 25th; Orange, between 25th and 50th; Yellow, between 50th and 75th; Light Green between 75th and 90th; Dark Green above 90th.

Indicateurs de gouvernance pour le Mozambique, 1998-2006

Comparison between 2006, 2002, 1998 (top-bottom order)



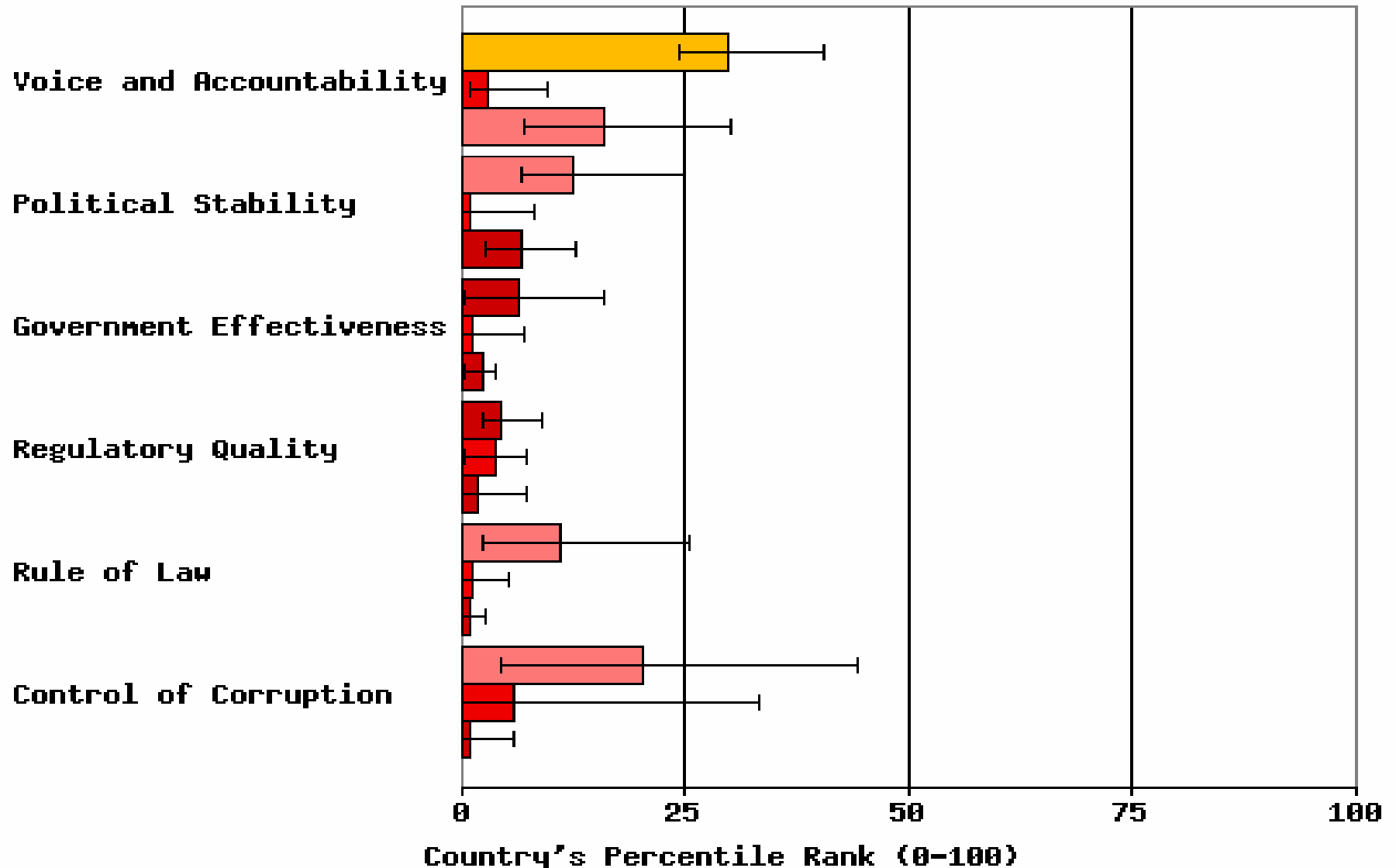
Source: Kaufmann D., A. Kraay, and M. Mastruzzi 2007: Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006

Source for data: 'Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006', D. Kaufmann, A. Kraay and M. Mastruzzi, July 2007

(<http://www.worldbank.org/wbi/governance/govdata/>); Colors are assigned according to the following criteria: Dark Red, bottom 10th percentile rank; Light Red between 10th and 25th; Orange, between 25th and 50th; Yellow, between 50th and 75th; Light Green between 75th and 90th; Dark Green above 90th.

Indicateurs de gouvernance pour le Liberia, 1998-2006

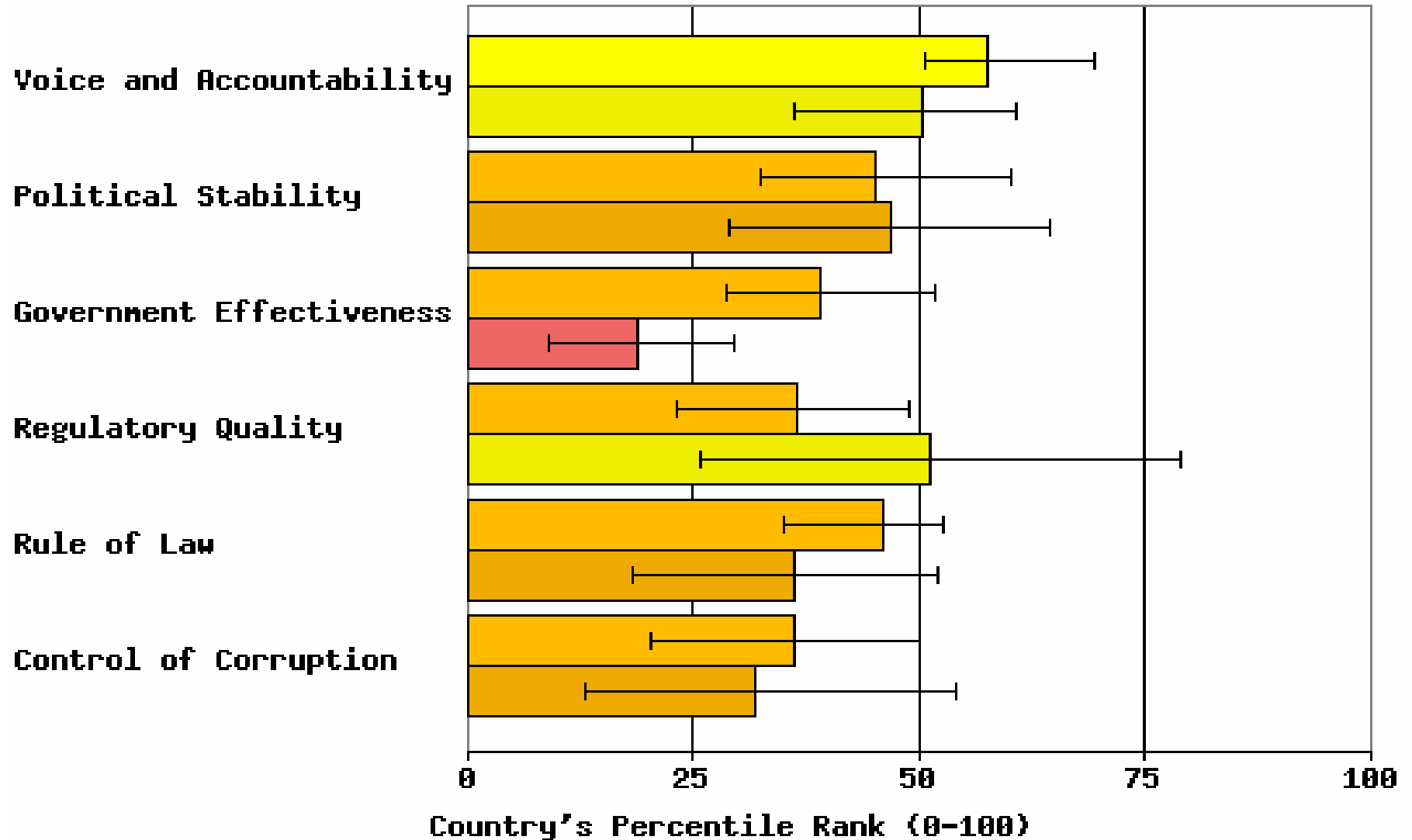
Comparison between 2006, 2002, 1998 (top-bottom order)



Source: Kaufmann D., A. Kraay, and M. Mastruzzi 2007: Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006

Indicateurs de gouvernance pour le Mali, 1998-2006

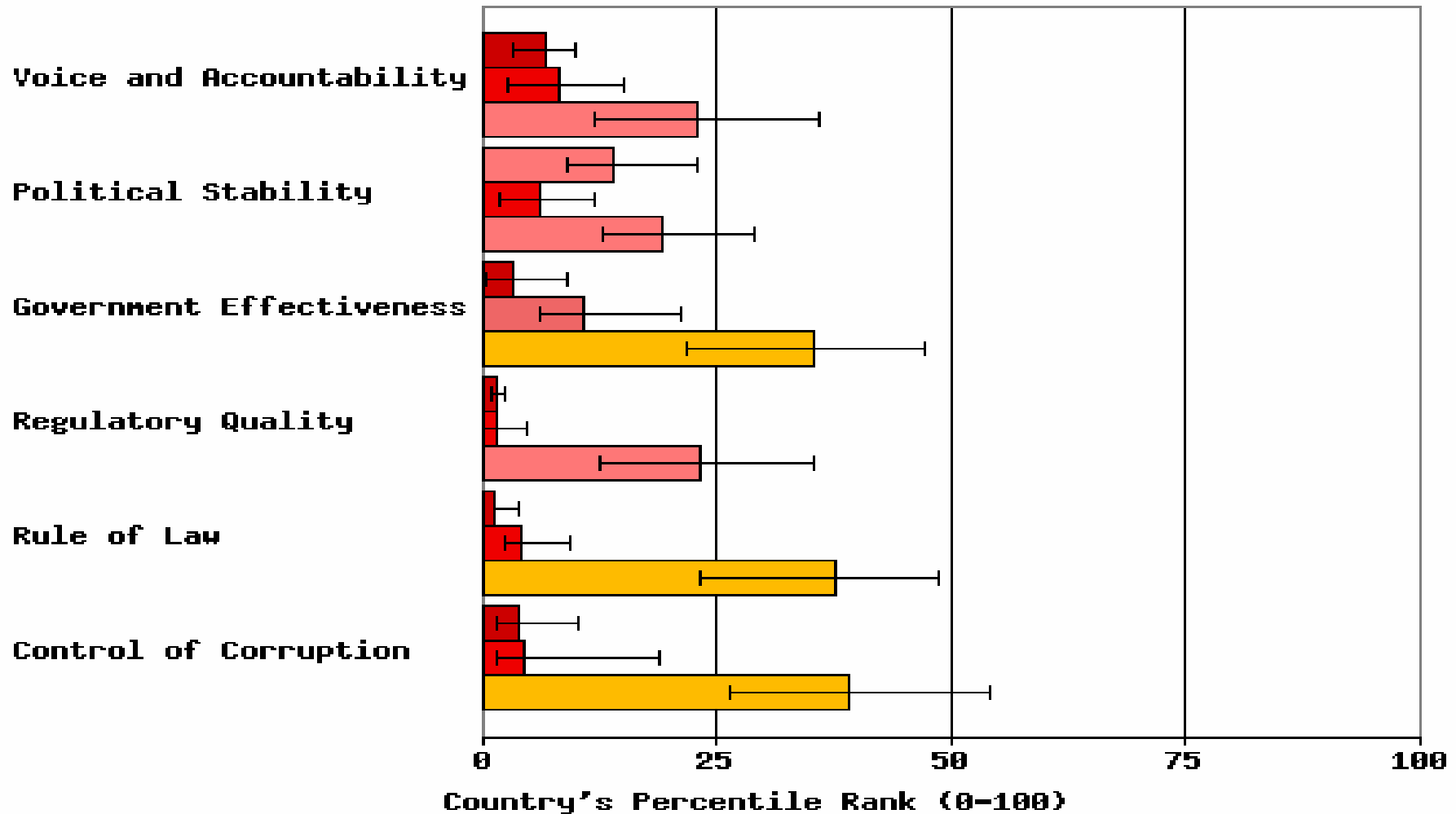
Comparison between 2006, 1998 (top-bottom order)



Source: Kaufmann D., A. Kraay, and M. Mastruzzi 2007: Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006

Indicateurs de gouvernance pour le Zimbabwe, 1998-2006

Comparison between 2006, 2002, 1998 (top-bottom order)



Source: Kaufmann D., A. Kraay, and M. Mastruzzi 2007: Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006

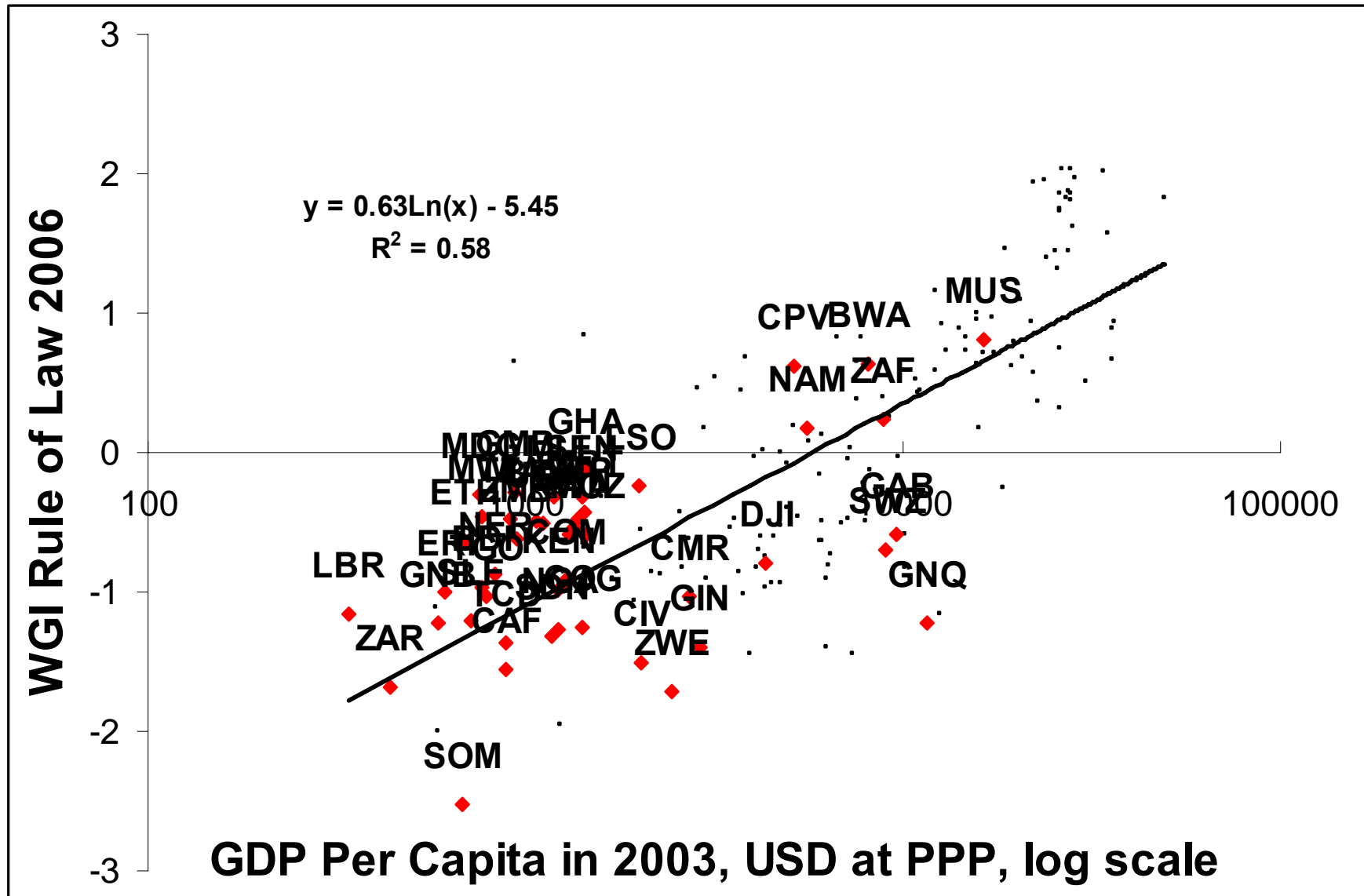
Source for data: : 'Governance Matters VI: Governance Indicators for 1996-2006', D. Kaufmann, A. Kraay and M. Mastruzzi, July 2007

(<http://www.worldbank.org/wbi/governance/govdata/>); Colors are assigned according to the following criteria: Dark Red, bottom 10th percentile rank; Light Red between 10th and 25th; Orange, between 25th and 50th; Yellow, between 50th and 75th; Light Green between 75th and 90th; Dark Green above 90th.

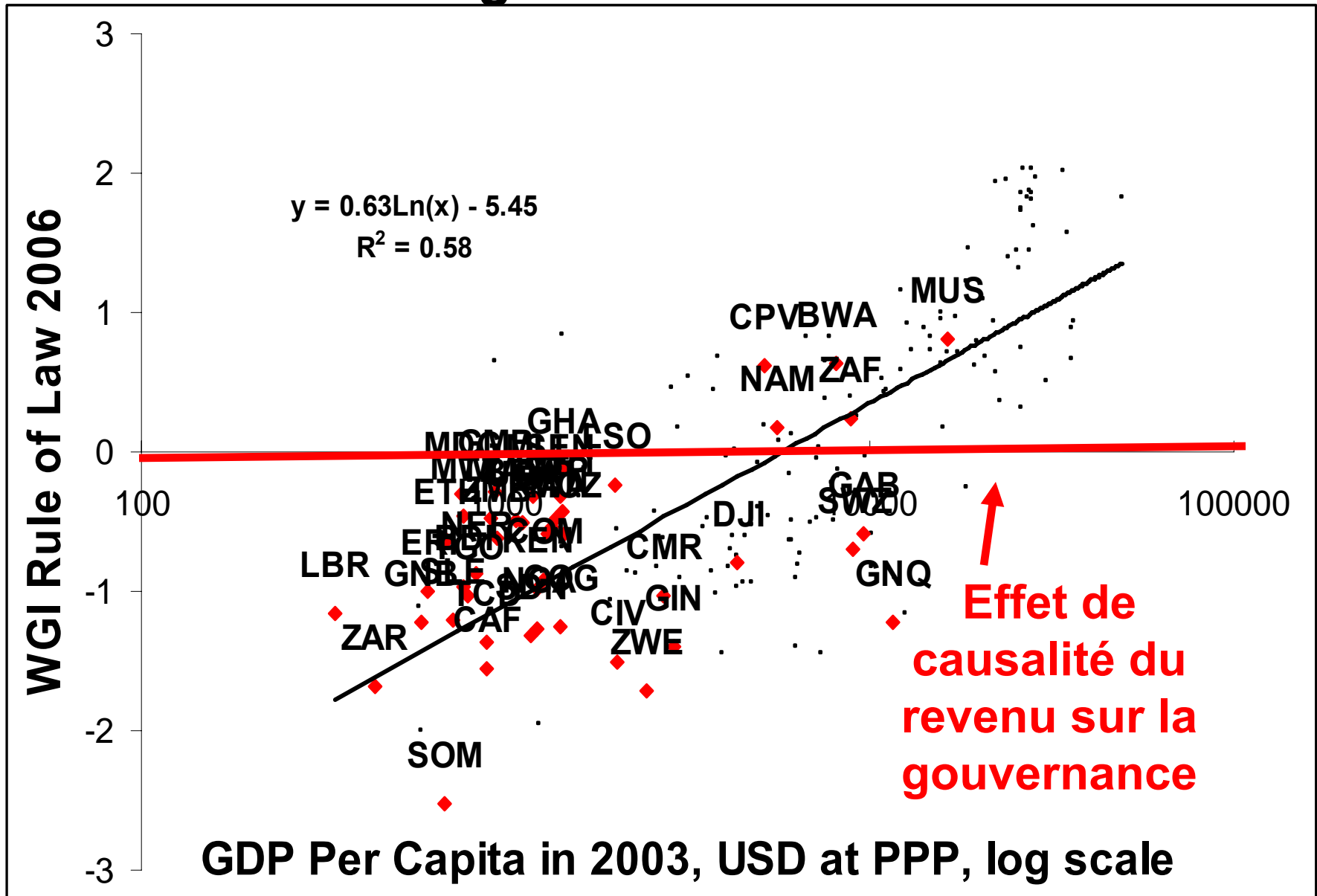
La Gouvernance et le développement

- **Est-ce que la gouvernance est meilleure qu'on ne l'espérait, vu le bas niveau des revenus en Afrique?**
 - **2/3 des pays en Afrique sont en « dessus de la ligne » sur un diagramme de dispersion de la gouvernance selon le revenu par habitant** ———→ **ces pays se portent relativement bien en termes de gouvernance?**
- **Cette interprétation du diagramme assume (de manière implicite) un effet positif important du revenu sur la gouvernance**
 - **Mais en réalité, presque tout le rapport de causalité est dans l'autre sens – *une meilleure gouvernance augmente le revenu par habitant***
 - **Le raisonnement que ce sont les faibles revenus qui expliquent les problèmes de gouvernance dans les pays pauvres n'est pas bien fondé**

Etat de Droit et Revenu par habitant



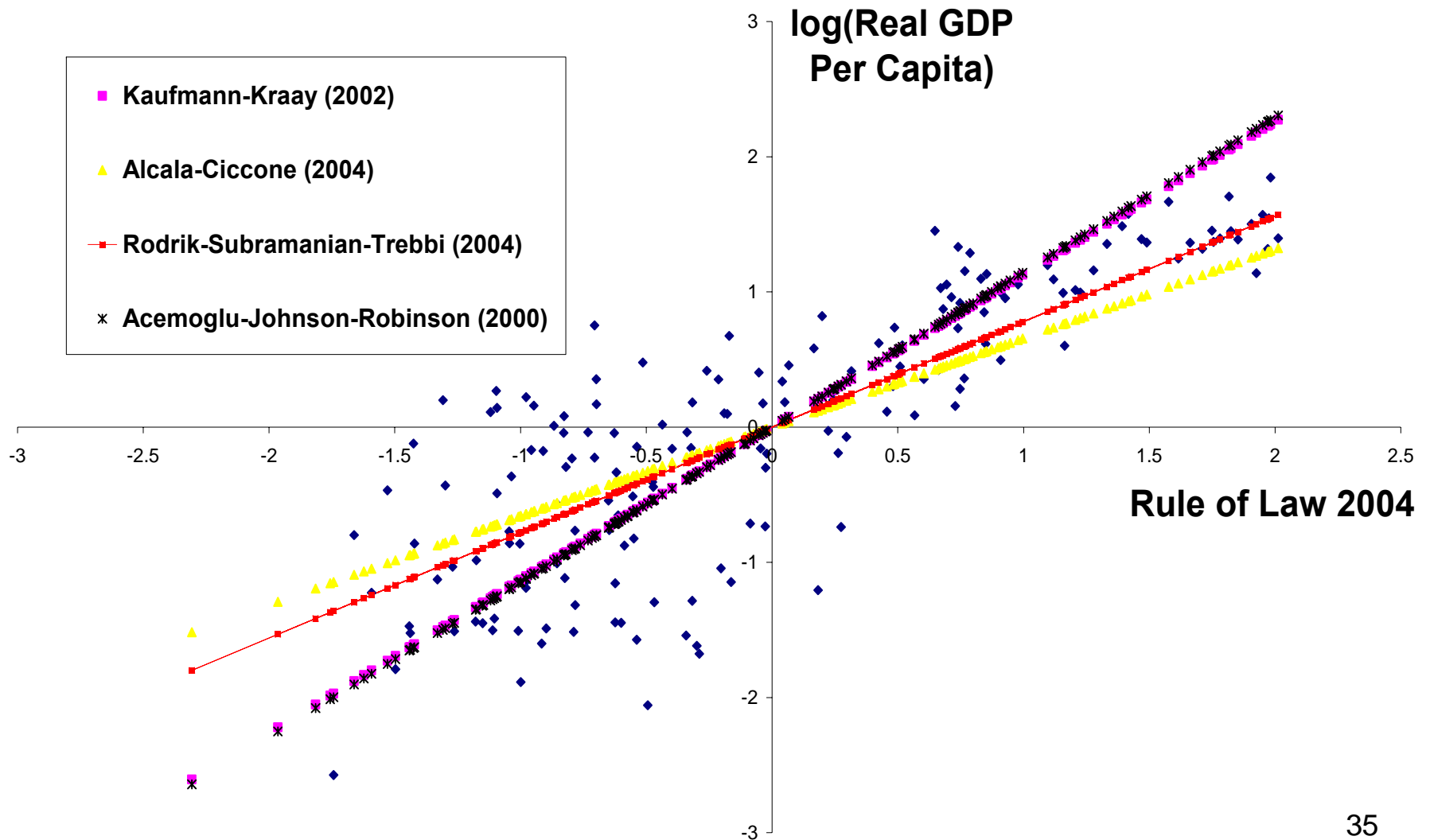
Un revenu plus élevé ne *cause* pas une meilleure gouvernance



La gouvernance compte: le dividende de 300%

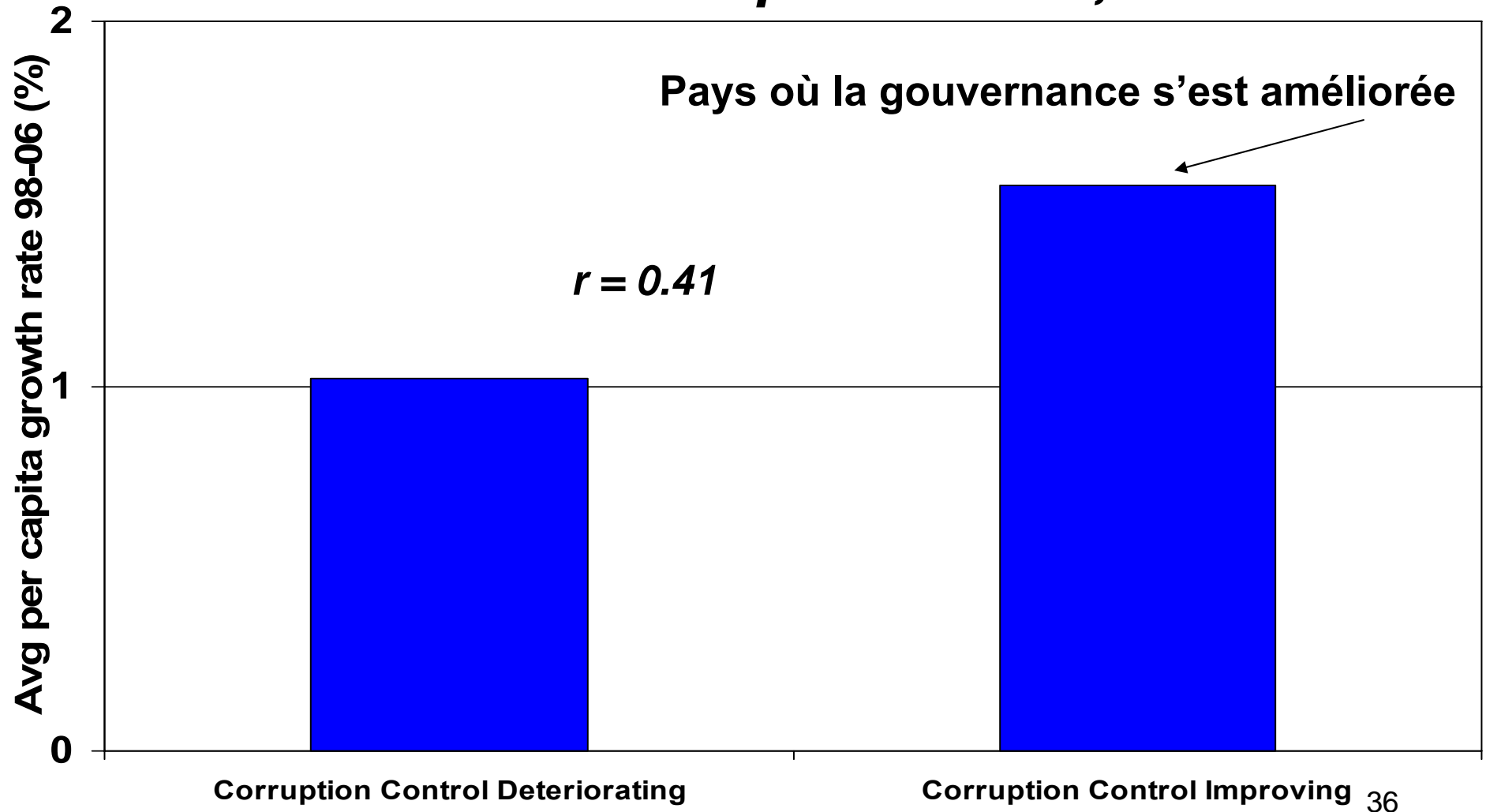
- Il y'a un large dividende développement de la bonne gouvernance: *une amélioration d'une déviation standard en gouvernance (par exemple, le contrôle de la corruption) augmente les revenus par habitant dans un pays d'à peu près 300% à long terme*
- Mais est ce qu'un déclin dans la corruption de cette ampleur réaliste? Oui... Une déviation standard représente la différence de la Somalie au Togo ou Guinee-Bissau → Namibie ou Rwanda → Botswana ou Portugal → Pays-Bas ou Suede
- L'impact est de la gouvernance sur les revenus, et non vice-versa – *De plus hauts revenus seulement ne résoudreont pas automatiquement les problèmes*

La gouvernance compte: le “dividende développement” - Isoler la causalité: De la gouvernance au revenu



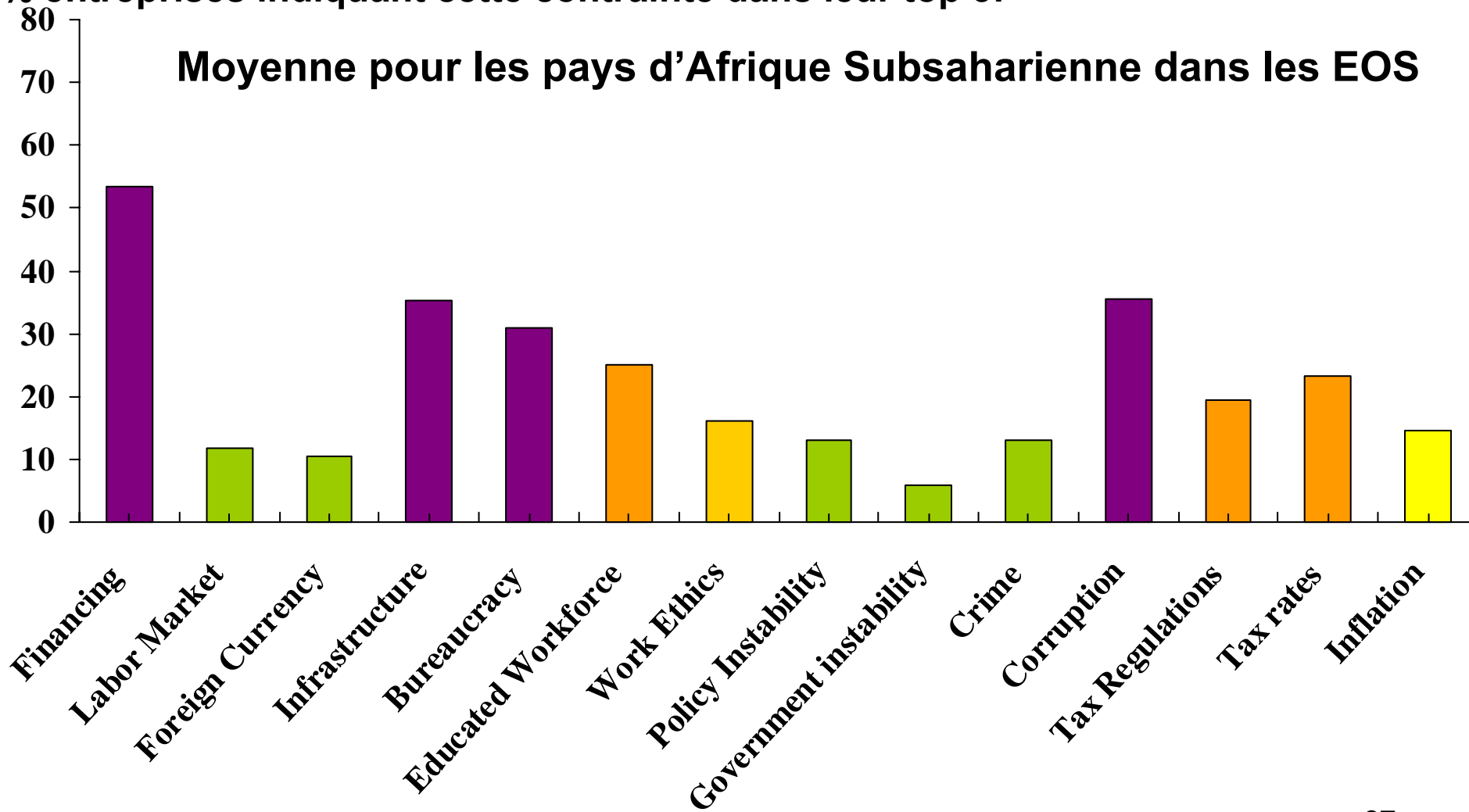
Même à court terme, les pays africains peuvent bénéficier d'améliorations dans la gouvernance

Changements dans le contrôle de la corruption & Croissance du revenu par habitant, 1998-06



Compléter les WGI & Apprendre des données spécifiques - Les entreprises se prononcent: les contraintes principales pour la conduite des affaires, *EOS - Enquêtes auprès des entreprises - 2006*

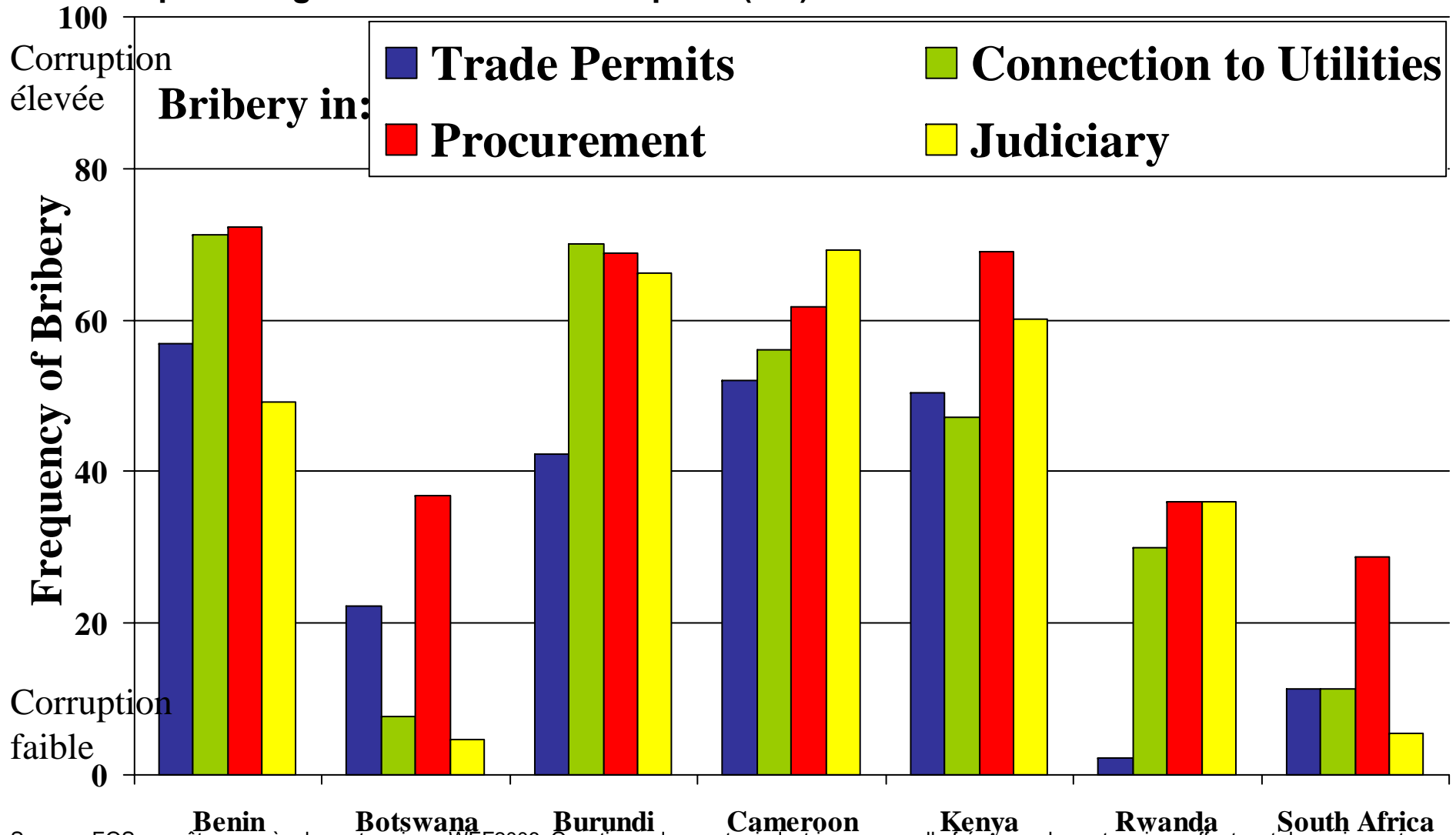
% entreprises indiquant cette contrainte dans leur top 3:



Source: EOS 2006. The question posed to the firm was: Select among the above 14 constraints the five most problematic factors for doing business in your country. Note that the overall EOS sample covers 125 countries, and in some regions –particularly in the Middle East, Africa and the FSU, many countries are not surveyed. Thus, regional averages need to be interpreted with caution, since typically countries not surveyed tend to rate lower in governance than those surveyed.

Distinguer différentes manifestations de la corruption, EOS 2006

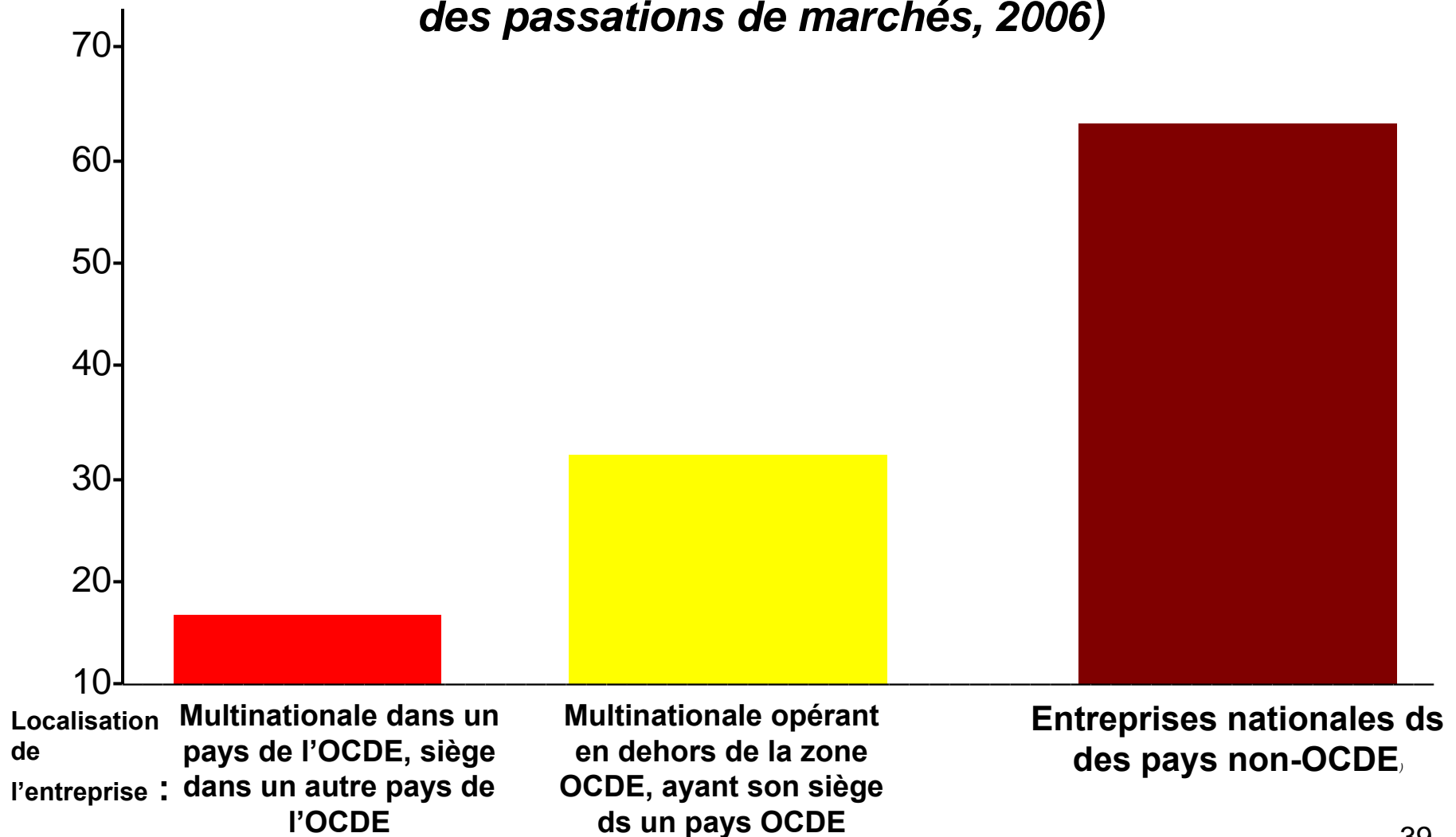
% d'entreprises signalant une forte corruption (1-3)



Source: EOS enquêtes auprès des entreprises, WEF2006. Questions: dans votre industrie, avec quelle fréquence les entreprises effectuent des paiements supplémentaires non documentés/justifiés ou des actes de corruption, en rapport avec: obtention de permis/services publics/imposition/passation de contrats publics/ affaires judiciaires ? (*réponse courante...ne se produit jamais*) - Avec quelle fréquence des entreprises comme la vôtre effectuent des paiements supplémentaires non documentés/justifiés à des agents de la fonction publique peu qualifiés, à des hommes politiques haut placés, à des partis politiques et à des agents de la fonction publique qualifiés pour conclure un marché?

Responsabilité du secteur privé et des multinationales dans la lutte contre la corruption

(% d'entreprises signalant de la corruption lors des passations de marchés, 2006)



Source: EOS2006. Questions: Quand des entreprises comme la vôtre font des affaires avec le gouvernement, quelle proportion de la valeur du contrat doivent elle souffrir en paiements supplémentaires pour obtenir le contrat? L'axe Y indique le pourcentage d'entreprises qui ont reconnu avoir eu recours à la corruption – La dernière colonne exclut les entreprises de moins de 50 employés

Compléter les WGI: Enquêtes diagnostiques approfondies sur la gouvernance et la lutte contre la corruption, spécifiques à chaque pays

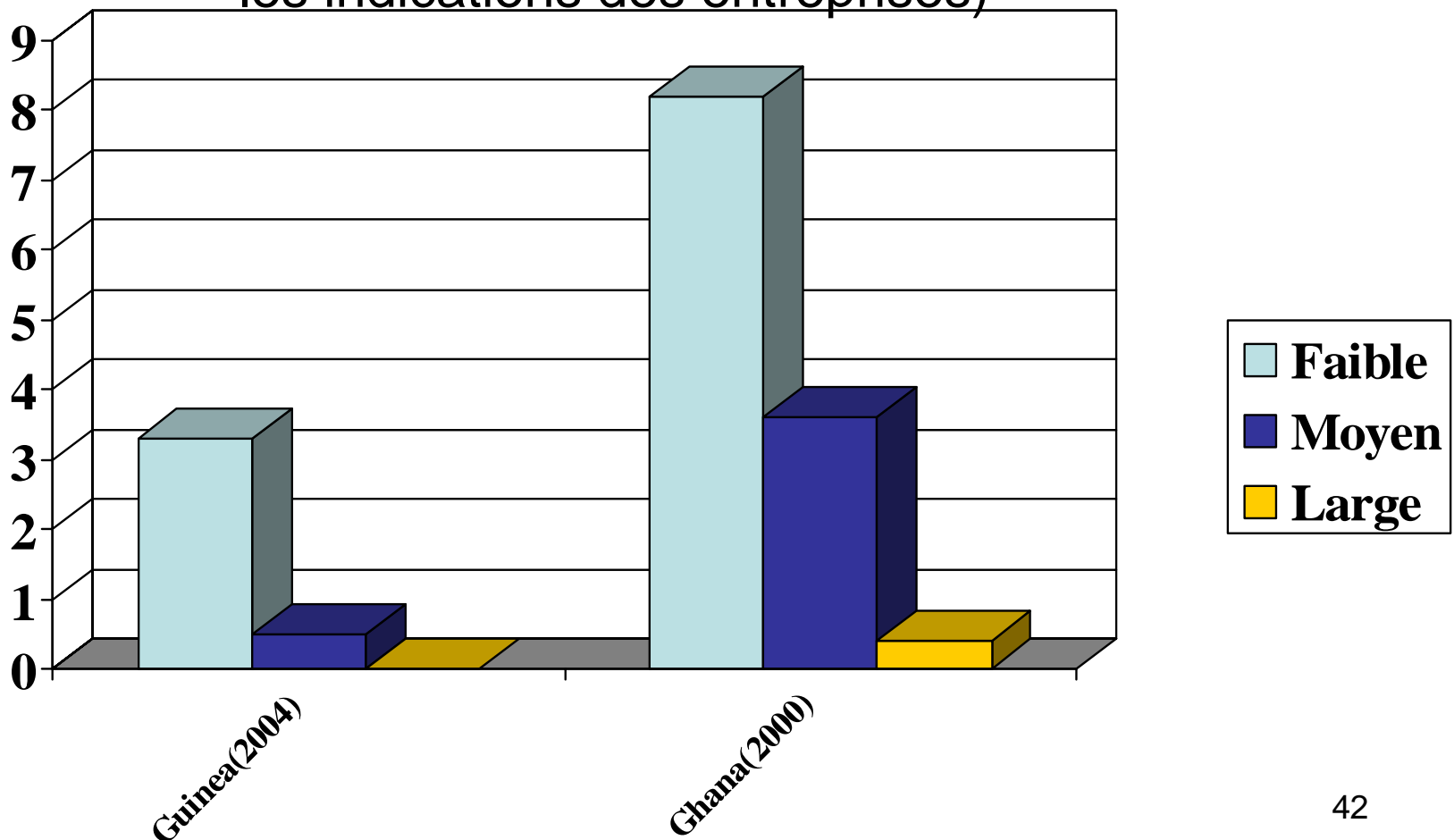
- Un processus effectué à la demande pour améliorer la gouvernance et renforcer les capacités locales
- Caractéristiques principales:
 - *Trois enquêtes: ménages, entreprises et agents de la fonction publique*
 - Les questions s'attachent à la fois à l'*expérience* et aux *perceptions*
 - Les questions sont testées et adaptées aux réalités locales
 - Des exigences techniques rigoureuses pour la *mise en place*
 - *L'institution locale* met en place, avec les recommandations d'experts internationaux
- Résultats: une plus grande capacité au niveau local, des données de base sur la gouvernance et un plan d'action pour réformer la politique
- En Afrique, des exemples de tels diagnostics au Ghana, Zambie, Mozambique, Sierra Leone, Madagascar, Guinée, Nigeria, Malawi⁴⁰ Benin et Burundi

Le pouvoir des données diagnostiques et les dimensions clés d'analyse

- 1. Outil participatif et de transparence pour que tous les acteurs du développement au sein du pays puissent être impliqués**
- 2. “Déballer” la corruption – administrative, capture de l'état, appels d'offres, appropriation des ressources publiques, achat de licences**
- 3. Identifier les institutions faibles et fortes**
- 4. Evaluer les coûts de la corruption sur différents acteurs**
- 5. Identifier les déterminants essentiels de la bonne gouvernance**
- 6. Participation au développement de recommandations de politique concrètes**

La corruption agit comme un impôt dégressif et les petites entreprises consacrent davantage de sommes à la corruption, 2000-2005

(% du revenu brut mensuel payé en actes de corruption, selon les indications des entreprises)



Indicateurs de gouvernance, par agence

(basés sur les réponses des agents publics de 20 agences, Guinée 2004)

	Audit Mechanisms	Enforcement of Rules	Quality of Rules	Politicization	Resources	Transparency	Citizen Voice	Wage Satisfaction	Service	State Capture	Overall Corruption
Ministère de la justice	63	51	55	44	37	47	72	19	67	44	39
Ministère de la Sécurité	62	50	57	44	38	47	74	18	69	38	35
Ministère de l'Administration et de la Décentralisation	61	53	54	42	39	49	75	29	70	45	45
Ministère des Finances	76	72	60	40	43	58	80	28	67	51	30
Ministère de l'Enseignement Supérieurs et Recherche Scientifique	62	50	56	44	35	46	74	20	69	47	42
Ministère de l'Urbanisme et Habitat		76		42	33		64	75	38	5	
Ministère de la Santé Publique	70	63	57	43	35	60	70	30	58	40	44
Service Communal		62	51	34	40	52	64	13	49	49	
Service Sous Préfectoral	58	43	55	45	32	43	72	13	64	52	37
Ministère de la Communication		52	61	44	38	46	75	42	65	69	
Ministère de la Jeunesse et Sports	60	52	56	42	42	53	73	11	71	52	42
Ligue Islamique Nationale	62	60	59	41	41	49	75	28	64	43	33
Ministère de l'Agriculture	61	58	57	42	38	45	77	30	65	36	36
Ministère de l'enseignement Pré Universitaire	67	69	57	41	50	50	72	42	76	45	31
Ministère de la Fonction Publique		44	60	45	44	44	71	25	56	10	
Organisation Non Gouvernementale (ONG)		59	53	41	48	44	82	8	70	54	
Entreprise Micro-Finance					32		73	8	80	13	
Ministère de l'Energie, Mnes et Environnement		70		49	55		52	25	74		
Whole Country	62	50	57	45	34	46	75	20	68	42	37

Les indicateurs ci-dessus ont des valeurs comprises entre 0 et 100? Pour les interpréter, bien prendre en compte que : 43

-Plus l'indicateur de gouvernance est élevé, plus la qualité de cette dimension est élevée.

-Plus l'index de corruption est élevé, plus le problème est sérieux.

Conclure: des questions sur lesquelles se pencher

- 1. La gouvernance compte, ainsi que la mesurer**
- 2. Apprendre des variations considérables entre pays et institutions – en Afrique et dans d' autres régions**
- 3. Un rôle candide et réaliste pour les donateurs, le secteur privé & les multinationales**
- 4. S'éloigner de la focalisation sur les symptômes et les reformes superficielles**
- 5. Vers des reformes approfondies poussées par les motivations**
- 6. Retour à l'essentiel? Politique contestable, compétition, transparence, 'voix' & presse libre; Reformes judiciaires**

Concrètement: 10 composantes de la réforme de la transparence

1. Diffusion au public des actifs et des revenus des Candidats, des officiels, des hommes politiques, des législateurs –y compris les dépendants
2. Diffusion au public des contributions aux campagnes politiques de la part des individus et des entreprises, ainsi que des dépenses liées à la campagne
3. Diffusion au public des votes des parlementaires, sans exception
4. Mise en place effective de lois sur les conflits d'intérêt, distinguant les affaires, la politique, la législation et le gouvernement
5. Publication de la liste noire des entreprises effectuant des actes de corruption lors des passations de marché publiques
6. Mise en place effective d'une Loi sur la Liberté de l'Information permettant un accès facile à toute l'information gouvernementale
7. Transparence fiscale/financière: Initiative de Transparence des Industries Extractives (*EITI*), *budgets*, *ROSCs*
8. “E*procurement”: transparence (internet) et concurrence en mat. de passation de marchés
9. Liberté des media et développement des media
10. Diagnostic pays (et fiche de score) sur la gouvernance et la lutte contre la corruption

Données destinées à l'analyse et pour informer les prises de décision et politiques (conseils), *Pas à des classements spécifiques*

Toute donnée sur la gouvernance, des institutions, le climat d'investissement est soumise à une marge d'erreur. L'intention n'est donc pas de permettre des classements précis de pays mais plutôt, de mettre l'accent sur les forces et faiblesses relatives et en tirer des leçons analytiques et de politiques. Les données et indicateurs présentés ici ne reflètent pas forcément les points de vue officiels de la Banque mondiale ou son Conseil d'administration. Les auteurs principaux sont responsables de toute erreur qui auraient pu se glisser dans les données. Cette présentation a bénéficié de collaborations et de l'apport de Aart Kraay et Massimo Mastruzzi tout comme du personnel de la Banque mondiale en Afrique.

Pour accéder aux données et références bibliographiques, veuillez visiter: www.govindicators.org